André Normandeau, Frédérick McClintoch,
Philippe Robert et Jérôme Skolnick

(1974)

“Police et violence collective”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

à partir de l'article de :

André Normandeau, Frédérick McClintoch, Philippe Robert et Jérôme Skolnick

"Police et violence collective".

Un article publié dans **Police, culture et société**. Textes réunis et présentés par Denis Szabo, pp. 91-158. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, 235 pp.

M. Normandeau est criminologue, département de criminologie, Université de Montréal.

Avec l'autorisation formelle de M. Normandeau accordée le 25 mai 2005 de diffuser tous ses travaux.

Courriel : andre.normandeau@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 4 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

André Normandeau, Frédérick McClintoch,
Philippe Robert et Jérôme Skolnick

"Police et violence collective" (1974)

Un article publié dans **Police, culture et société**. Textes réunis et présentés par Denis Szabo, pp. 91-158. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, 235 pp.

LES AUTEURS

[Retour à la table des matières](#)

André Normandeau, directeur, professeur agrégé, département de criminologie, Université de Montréal;

Frederick McClintoch, Assistant Director of Research, Institute of Criminology, University of Cambridge, Cambridge, United Kingdom;

Philippe Robert, chef du Service d'études pénales et criminologiques, Ministère de la Justice, Paris, France;

Jérôme Skolnick, professor, School of Criminology, University of California, Berkeley (California), U.S.A.

Table des matières

[Les auteurs](#)

[Introduction](#)

I. [Aperçu général](#)

- A. [La contestation et la politique](#)
- B. [La police et la contestation](#)
- C. [La réaction sociale ou comportement collectif](#)

II. [Opinion publique et typologie des groupes violents](#)

- A. [Les acteurs sociaux](#)
- B. [La nature de la protestation](#)
 - 1. *Protestation-adhésion*
 - 2. *Protestation-antagonisme*
- C. [Attitudes du public](#)
 - 1. *Les types conformistes*
 - 2. *Les types non conformistes*

III. [L'exemple américain](#)

- A. [L'idée d'une police civile](#)
- B. [La société américaine et la police](#)
- C. [La tâche du policier](#)
- D. [La police et sa perception des manifestations et des manifestants](#)
 - 1. [*L'opinion qui considère l'homme comme une « pomme pourrie »*](#)
 - 2. [*Explication des protestations de masse*](#)
 - 3. [*Le rôle de la police*](#)
- E. [Activisme et politisation de la police : un aperçu](#)
- F. [L'analogie avec l'armée](#)
- G. [L'analogie judiciaire](#)

IV. Conclusion

A. Notion de violence collective

1. Définition du phénomène « violence collective »
2. Contexte social
3. Buts de la violence collective
4. Groupes de violence : nécessité d'une typologie

B. La police face à la violence

1. Position sociale
2. Position politique
3. Problème de la police face aux situations violentes
4. Formation des policiers
5. Techniques pour prévenir la violence dans les manifestations

C. Recherches et études de la violence

D. Éléments de synthèse

Bibliographie

André Normandeau, Frédérick McClintoch,
Philippe Robert et Jérôme Skolnick

"Police et violence collective".

Un article publié dans **Police, culture et société**. Textes réunis et présentés par Denis Szabo, pp. 91-158. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1974, 235 pp.

« Si jamais les institutions libres d'Amérique sont détruites, cet événement pourrait être attribué à l'omnipotence de la majorité, qui pourrait, dans un avenir très rapproché, pousser les minorités au désespoir et les obliger à avoir recours à la force physique. L'anarchie qui en résulterait alors viendrait du despotisme. »

Alexis De Tocqueville
(*La Démocratie en Amérique*, 1863)

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le Problème de la police face à la violence collective a été traité lors du Quatrième Symposium international de criminologie comparée, en ce qui a trait tout d'abord à l'aperçu général des causes de violence et de la réaction publique à l'égard de ses diverses formes. Comme exemple empirique, on a analysé particulièrement la situation telle qu'elle existe aux États-Unis et on en a également tenu compte dans les conclusions des travaux de l'atelier.

1. APERÇU GÉNÉRAL

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec, comme plusieurs autres pays du monde entier, a connu ces dernières années une série de manifestations publiques qui se sont transformées quelquefois en théâtre de violence collective où policiers et protestataires en sont venus aux prises. Pour bien comprendre ce phénomène, il est nécessaire tout d'abord de s'entendre sur certaines définitions et certaines distinctions.

1. La « violence collective » est définie par rapport aux voies de fait commises par des groupes à l'égard des propriétés ou des symboles, dont la motivation est idéologique.

2. Il est bien entendu que la « protestation » n'implique pas nécessairement la violence. On entend par protestation l'expression du mécontentement à l'égard des idées ou des actes d'autres personnes. Le mécontentement peut prendre une forme individuelle ou collective, verbale ou physique, pacifique ou violente. Les différentes formes de protestation qui intéressent le plus les citoyens sont les formes collectives ou physiques, mais les contestations publiques et collectives n'incluent pas, par définition, l'usage de la force ou de la violence, et les contestataires n'en usent souvent pas.

3. La légalité ou l'illégalité des moyens, la violence physique, la nature des groupes et les buts à atteindre par ceux-ci doivent être analysés.

4. Quand les moyens sont définis comme illégaux, il convient de tenir compte du fait qu'un acte qui est défini comme « illégal » dans un pays peut être « légal » dans un autre, et que dans un même pays des changements peuvent advenir à ce sujet. Dans une perspective administrative, il est important de formuler une définition basée sur le concept d'illégalité de l'acte. Par contre, dans une optique sociologi-

que, il s'agit de se poser la question suivante : Comment le système légal définit-il un certain type de comportement ? Le problème fondamental à analyser est celui des hypothèses idéologiques et des intérêts qui impliquent la définition de certains comportements comme illégaux.

« Légalité » et « légitimité » sont les deux termes que nous utilisons dans nos jugements sur la violence et la contestation. La « légalité » d'un acte est déterminée à la suite de la décision prise par une communauté donnée. Certains actes sont donc « légitimes » dans la mesure où une communauté les perçoit comme justifiables et admissibles. Nous avons des lois qui défendent l'usage de la violence individuelle et d'autres destinées à contrôler certaines formes de protestation, mais la définition de la légalité et de l'illégalité d'un acte est officiellement donnée et appuyée par une petite fraction de la communauté. Dans un ordre social parfait, tous les actes jugés légaux sont légitimés par la communauté et vice versa, mais une telle distinction claire et nette ne peut exister et être appliquée en ce qui a trait à la violence et à la protestation. Les États-Unis, par exemple, ont vécu une révolution qui était illégale, mais considérée par beaucoup comme légitime. À travers les siècles, on peut retracer, en somme, plusieurs cas de protestation légitime d'un groupe qui ont été perçus par d'autres comme une forme de violence compte tenu de la législation ou de la constitution en vigueur.

5. Dans cette optique, la violence peut être considérée comme « négative » ou « positive ». La violence négative ne semble pas être directement liée à quelque développement constructif, social ou historique. Les différents aspects de la violence négative sont la violence criminelle, le lynchage, les dissensions domestiques, la violence qui s'exerce au préjudice d'une race, d'un groupe ethnique ou d'un groupe religieux donné, les manifestations urbaines, les meurtres et les assassinats individuels.

Les événements qui peuvent être considérés comme constructifs, positifs, voire même généreux, sont les révolutions réussies, la violence « vigilante » utilisée pour rétablir l'ordre et la stabilité aux frontières, les réformes faisant partie de la lutte ouvrière pour obtenir un

meilleur standard de vie et la violence policière invoquée pour protéger la société contre le crime et le désordre.

Souvent, la violence a été utilisée comme moyen et souvent elle fut largement acceptée et applaudie même par l'opinion publique ou par certains groupes.

A. La contestation et la politique

[Retour à la table des matières](#)

La réaction du public à la contestation sous sa forme actuelle est entourée de malentendus quant à sa nature, son étendue, ses buts et la nature même des groupes protestataires.

À ce propos, on peut dégager trois points saillants : 1) il y a eu relativement peu de violence qui ait accompagné les démonstrations des groupes contestataires ; 2) il est souvent difficile de déterminer qui est « responsable » de la violence quand elle se produit. Les autorités en portent souvent la responsabilité ; 3) la contestation des masses, qu'elle soit ou non accompagnée de violence, devrait être étudiée en rapport avec les crises des institutions sociales.

En raison de ce qui précède, une étude scientifique des rapports entre la protestation et la violence ne peut être centrée uniquement sur le caractère et la culture de ceux qui contestent l'état actuel de l'ordre social et politique. De récentes recherches ont même permis de conclure que les protestations sont un phénomène essentiellement politique inspiré par des gens normaux. Ces démonstrations sont de plus en plus l'apanage des différents groupes, allant des étudiants et des minorités raciales aux classes moyennes et aux professionnels et incluant les employés des services publics et les policiers. La violence, quand elle apparaît, n'est pas en général organisée d'avance, mais provient des interactions entre les protestataires et les autorités en place. Cette forme de violence s'accompagne fréquemment de l'intervention des groupes défavorisés, exercée en vue d'obtenir un meilleur statut social et général, succédant aux recommandations de commissions

d'enquête ou de rapports de comités qui ne se sont soldés que par des changements sociaux et politiques inadéquats.

B. La police et la contestation

[Retour à la table des matières](#)

Le policier est surchargé de travail et il est assez souvent mal entraîné. Son rôle néanmoins devient de plus en plus difficile et le place dans des situations inextricables où il est appelé, à l'occasion, à réprimer un besoin profond d'une partie de la société de changements social et politique. Dans sa tâche, il n'est pas approuvé, et même souvent méprisé. Ses difficultés découlent de la philosophie de la répression qui ne tient pas compte des effets des facteurs sociaux telles la pauvreté et la discrimination, et ignore totalement la possibilité de légitimer le mécontentement social. La répression classique attribue la contestation des masses à une conspiration propagée par des agitateurs, souvent communistes, qui induit en erreur les personnes en principe satisfaites du contexte existant. Cet aspect fondamental du phénomène laisse le policier désarmé face à la compréhension et aux contacts avec les groupes dissidents.

Étant donné le rôle social et l'idéologie de la police, celle-ci est de plus en plus frustrée, aliénée et mécontente. Ces sentiments négatifs s'expriment par un activisme politique croissant. La police conteste.

Le ralentissement des activités policières et la grève, dont la légalité est souvent douteuse, servent non seulement à obtenir de plus grands bénéfices matériels, mais aussi des changements dans la politique gouvernementale (qu'on distingue souvent sous le terme d'« accroissement des pouvoirs de la police »). Le défi direct de la police contre l'autorité départementale et civique a suivi de près les récents troubles urbains, et les critiques judiciaires l'ont même accusé de les avoir « observés sans agir ». Tous ces faits font partie d'un phénomène beaucoup plus large - l'émergence d'une force policière, politique, indépendante et consciente d'elle-même.

C'est ainsi que dans plusieurs villes et États, les pressions et les intrigues policières ont favorisé l'élection des officiels influents et c'est là un exemple concret d'une forme d'action occulte et non acceptée officiellement.

Il n'en reste pas moins que l'on exige des forces policières et des cours de justice d'être neutres et apolitiques, puisque la perception d'un manque de partialité fait perdre la confiance du public à l'égard de l'ensemble du système judiciaire.

La réaction de la police envers la contestation a souvent été un facteur d'escalade de l'hostilité et de la violence. À cet égard, la violence policière durant la Convention nationale démocratique de Chicago n'était pas un phénomène isolé. Nous retrouvons nombre de cas où la violence fut incitée et exacerbée par les actes des policiers et leurs attitudes, bien qu'elle aurait pu être circonscrite ou évitée par une organisation judiciaire valable et par une bonne surveillance.

La violence policière demeure l'antithèse de la loi et de l'ordre. Elle mène uniquement à une hostilité grandissante et à une polarisation de la violence dans l'immédiat et dans le futur. Il est clair, en outre, que l'efficacité des forces policières dépend d'une plus grande coopération et de la ferme volonté des policiers de collaborer au maintien de l'ordre, les ressources existantes de violence étant trop rapidement épuisées par les attitudes et les pratiques actuelles pour qu'on puisse continuer à les perpétuer.

C. La réaction sociale ou comportement collectif

[Retour à la table des matières](#)

Les réactions gouvernementales aux « désordres civils » vont généralement de pair avec des recommandations visant à long terme un changement social et, à court terme, nécessitant une meilleure stratégie et une meilleure technologie destinées à pallier la surcharge des

services. Aux problèmes qui découlent de ces violences, nous proposons l'analyse des solutions suivantes :

1. La société a un besoin urgent de changements politiques et sociaux profonds, sans donner pour autant plus de pouvoirs à ses dirigeants. Comme l'a déclaré la Commission nationale consultative américaine sur les « désordres civiques » : « cette nation ne méritera aucune tranquillité et aucun progrès à moins qu'elle ne se montre sage et veuille prendre des mesures décisives à la racine du problème de la ségrégation sociale ».

2. Il convient d'élaborer des priorités réalistes. L'expérience démontre, à travers l'histoire, que les modalités de la force de frappe apparemment simples, pratiques et programmées, seront favorablement considérées dans la mesure où la réforme à accomplir est perçue comme « estimable ». Nous croyons que la loi doit être appliquée de façon juste et que l'instrument de l'application des lois doit être rehaussé ; mais nous devons aussi clairement distinguer entre une force de frappe plus puissante et une application éclairée des lois.

3. La police, les soldats et les autres agents de l'ordre social ont été accusés d'avoir déclenché et intensifié la violence dans les émeutes et autres formes de contestation. Les armes nouvelles ne résoudront pas les problèmes sociaux. Pour le jeune homme dans un ghetto, l'arme « non meurtrière » n'est pas une réaction humaine à sa condition ; pour lui, elle reste une arme, dirigée contre lui et qu'il regarde avec hostilité.

4. L'évidence montre bien qu'il est faux d'interpréter les manifestations comme un comportement pathologique engendré à la suite d'une dispute. Ces manifestations ne sont pas non plus des parties de plaisir. Plus exactement, ce sont des actes politiques spontanés dus aux frustrations et aux injustices profondes et vraies. Le contrôle par la force peut diriger les injustices vers une révolte organisée et un modèle de guérilla, qui ne serviront qu'à élargir le cercle de la force militaire et d'une surveillance indirecte.

5. En mesurant les conséquences d'une augmentation de la surveillance locale, il faut tenir compte du danger politique et social d'es-

pionnage, instrument de contrôle social, y compris le danger de perte de garantie de la liberté politique.

Si la société se concentre sur le développement de techniques de contrôle plus raffinées, elle se mettra dans une position d'autodestruction et de défaite, face à des problèmes politiques et cela, malgré, ou à cause, de l'intervention des forces armées qui, éventuellement, lui feront perdre sa liberté.

La combinaison d'une réforme à longue échéance, et du maintien de l'ordre à court terme, semble possible, mais nous craignons que la stratégie de la force continue à prévaloir.

À longue échéance, la société ne peut éviter les deux orientations : soit qu'elle survivra en promulguant des réformes importantes à la fois sociales et politiques, soit qu'elle deviendra un ensemble de villes-garnisons où la loi sera appliquée, sans aucun souci des procédés légaux ni de l'acceptation des gouvernés.

II. OPINION PUBLIQUE ET TYPOLOGIE DES GROUPES VIOLENTS

[Retour à la table des matières](#)

Dans la dialectique des groupes de protestation et des autorités de contrôle social, l'« opinion publique » joue un rôle considérable. Elle représente l'univers de référence, ce sur quoi on fonde son action.

Les groupes protestataires disent agir au nom d'une partie habituellement négligée de cette opinion, alors que les autorités de contrôle social justifient leur action par la légitimité du pouvoir, née d'un consensus de l'opinion publique (dans ce système de pensée, la référence à la « majorité silencieuse » justifie le slogan « l'ordre et la loi »).

Les travaux de l'atelier no V du symposium de 1972 prenant la suite de ceux de l'atelier no II du symposium de Versailles en 1971 - paraissent offrir l'occasion d'éclaircir ce problème fondamental. Une des conclusions importantes du groupe avait été la nécessité d'étudier, en termes d'attitudes, les problèmes posés par les relations entre les groupes protestataires et le système de justice criminelle, relations où la violence constitue une sorte de bien indivis entre les protagonistes.

C'est que l'opinion dont tout le monde se réclame n'a pas le monolithisme - et la simplicité - que les uns et les autres voudraient lui reconnaître. À Versailles déjà, l'atelier no II avait souligné sa complexité à partir de deux remarques qui représentent une bonne base de départ pour le travail de l'atelier no V au Mont-Gabriel.

a) Il n'y a pas une opinion, mais des opinions. Dans la pluralité des opinions, certains groupes sociaux sont plus influents que d'autres (parfois ils sont même capables de coloniser culturellement certains autres). C'est d'ailleurs dans la détermination des opinions chez des acteurs et dans des groupes sociaux que va se jouer une partie de la dynamique des superstructures idéologiques.

b) L'opinion publique est fluctuante. Mais cette labilité remarquée tant au cours d'études systématiques que dans la pratique des sondages d'opinion - n'est en fait que la conséquence de la définition opérationnellement adoptée de l'opinion, à savoir une réponse à une question socialement valorisée. On se trouve devant un couple « stimulus-réponse », dans lequel la réponse n'est pas suffisante pour définir la valeur du stimulus. L'interprétation de la réponse doit, en vérité, tenir compte de l'organisation psychosociologique du répondant, de son champ de représentation et - comme un des éléments de ce champ - de la situation dans laquelle la réponse est donnée.

Autrement dit, on ne peut s'intéresser à la réponse manifeste qu'en tant que révélatrice de structures latentes, c'est-à-dire d'attitudes. La différence a été bien soulignée par S. Moscovici (1961) : « Les opi-

nions sont des réponses simples et manifestes, tandis que les attitudes sont des réponses organisées [complexes] et latentes ¹. »

De nombreuses études (Kutchinsky, 1971 ; Robert, 1972), ont montré que les opinions sont labiles, dépendantes de l'événement et des situations. Mais elles le sont surtout vis-à-vis des attitudes qui structurent le champ de représentation. Or, ce que l'on cherche, c'est mettre en évidence des organisations de réponses plus constantes et plus compréhensives, qui permettent de rendre compte non seulement des comportements à un moment donné, mais des conduites, en tant que le concept de conduite implique une théorie unitaire de la personne et un aspect régulateur des comportements.

Tenir compte des situations veut dire qu'on ne considère pas la formation des attitudes comme des processus déterminés de façon simple, mais en relation dialectique avec d'autres processus. Autrement dit, il ne s'agit plus de « détermination » mais de « surdétermination » dans laquelle la notion de rétroaction ne concerne plus une relation simple et univoque, mais des « réseaux ou combinaisons rétroactifs » (Roig, 1970).

Ceci acquis, il reste à l'opérationnaliser en formalisant la situation, d'une part selon les acteurs en cause, d'autre part selon la nature de la protestation.

A. Les acteurs sociaux

[Retour à la table des matières](#)

La dialectique des groupes de protestation avec la police met en présence trois sortes d'acteurs sociaux.

¹ Cette distinction était déjà contenue dans la définition de l'opinion selon Stoetzel (1943) : « Les opinions d'un sujet sur une question déterminée [et que d'ailleurs on n'examine pas] ou, si l'on préfère, son opinion au sens collectif, sont les manifestations, consistant dans l'adhésion à certaines formules, d'une attitude qui peut être évaluée sur une échelle objective. »

La police : c'est un ensemble institutionnel qui présente une certaine complexité. Certains des organismes de cet ensemble sont plus ou moins spécifiquement attachés au maintien de l'ordre et à la répression des manifestations. On pourra rechercher d'ailleurs si le caractère plus ou moins spécifique des tâches constitue un des déterminants des attitudes. Il conviendra en outre de rechercher comment l'idée de « légitimité » des actions de la police est perçue par les intéressés eux-mêmes.

Les groupes de protestation : on pourrait songer à établir une première distinction selon que ces groupes sont violents ou non violents. Mais pareille typologie ne serait pas pertinente pour notre objet puisqu'on a choisi d'enquêter seulement sur les attitudes dans des situations violentes. La protestation entièrement et durablement non violente sort donc du champ de l'étude. En outre, il a été montré que la violence n'était pas choisie généralement de prime abord par les groupes de protestation :

« C'est qu'on ne choisit pas la violence armée. On l'utilise pour finir dans des circonstances historiques déterminées, afin de répondre à la violence autrement meurtrière des régimes d'oppression, sourds à la patiente et douloureuse protestation des opprimés » (Camara, 1970). Enfin, on a clairement souligné à Versailles que la violence n'était pas une caractéristique propre des groupes de protestation, mais l'une des modalités de leur dialogue avec les autorités de contrôle social, qu'elle était indivise entre les uns et les autres et que le système de justice criminelle avait au moins autant de parts dans sa genèse.

Par contre, une typologie fondée sur les significations de la violence peut paraître plus satisfaisante : la violence peut tirer sa signification de l'acting out (violence au premier degré) ou du projet de l'acteur. Elle est une fin dans le premier cas, un moyen dans l'autre ; dans la problématique du groupe de protestation, elle peut rester accidentelle ou finir par devenir fondamentale.

L'évolution violente peut provenir de plusieurs sortes d'interactions : d'abord avec la police et les autres formes de contrôle social ; ensuite avec le public, comme spectateur auquel on s'adresse ; enfin à

l'intérieur même du groupe, une inflation émotive en circuit fermé pouvant transformer des formes intentionnellement non violentes.

Le public : il convient de distinguer ici le public selon qu'il est spectateur proche ou lointain. Dans le premier cas, la proximité avec l'événement peut provoquer un état émotionnel intense et la projection sur des images fortement chargées effectivement d'attitudes latentes. Par conséquent, le public-spectateur constitue un informateur privilégié, ses représentations de la dialectique police-violence n'ont pas eu le temps de se stéréotyper.

Pour le public éloigné, la dimension du « vécu » de la violence étant moins prégnante, les représentations prennent place dans une organisation idéologique plus stable et moins polarisée par l'événement.

B. La nature de la protestation

[Retour à la table des matières](#)

On peut distinguer deux sortes de protestations, selon que la légitimité du pouvoir et des institutions en place est mise en cause ou non. Dans un cas on parlera de protestation-antagonisme, dans l'autre de protestation-adhésion.

Dans les manifestations collectives de protestation, la nature de celles-ci détermine, en effet, largement la position et le comportement des trois sortes d'acteurs sociaux qu'on vient de mentionner.

On va d'ailleurs le voir plus en détail. En ce qui a trait à la troisième catégorie d'acteurs sociaux - le public -, on n'analysera pas son rôle suivant les formes de protestation, mais globalement à la fin.

1. Protestation-adhésion

Si les groupes de protestation représentent une force sur les plans politique, organisationnel, numérique, les manifestations de protestation seront de type « réformiste ». En général, peu violentes, elles ont

pour objet d'attirer l'attention des autorités sur tel ou tel aspect de la vie sociale en vue de son amélioration (ex. des manifestations syndicales pour l'abaissement de l'âge de la retraite).

Si les groupes protestataires ne sont pas forts, s'ils sont mal organisés ou peu nombreux, les manifestations déboucheront plus facilement sur la violence. Elles seront des expressions d'impatience et de colère devant la carence ou la lenteur de certaines institutions vis-à-vis de leurs revendications. Mais elles seront aussi l'expression de la faiblesse des groupes qui s'y livrent. Par la manifestation violente, ils espèrent attirer sur eux l'attention et hâter ainsi la prise en charge de leurs préoccupations.

Il y a cependant toujours acceptation de l'ensemble des valeurs de la société et de son organisation. La colère, l'indignation, le refus concernent seulement certains aspects bien spécifiés.

La police est reconnue comme instrument « légitime » d'un pouvoir « légitime », quoique sa présence puisse constituer - pour les groupes faibles - un objet de fixation, ce qui peut conduire à un affrontement. Les groupes forts considéreront, au contraire, sa présence comme normale et préventive.

Bien que la police n'ait pas d'autonomie complète ou très large, puisqu'elle est mise en place quand les instruments de dialogue et de négociation font défaut et jusqu'à ce qu'on en trouve d'autres, son comportement sera fonction de l'attitude des groupes de manifestants. Dans certains cas, il s'agira seulement d'une présence, dans d'autres d'une action répressive.

2. Protestation-antagonisme

Là encore, si les groupes protestataires sont puissants, ils agiront différemment de ceux qui sont faibles.

Pour les premiers, les manifestations de protestation seront le moyen de montrer leur puissance et de réaffirmer une opposition au régime politique en place. Elles prendront la forme de défilés de type traditionnel (premier mai), commémorant des anniversaires ou organi-

sés à l'occasion de problèmes particuliers (guerre du Viet-Nam). Elles sont le fait de grands partis d'opposition ou de centrales syndicales qui y sont liées. Ces organismes assurent leur propre service d'ordre et la violence est admise seulement au niveau symbolique parlé (discours, slogans) ou écrit (tracts, affiches, banderoles). La violence ne pourra être qu'accidentelle, soit que le service d'ordre est débordé par certains manifestants, soit qu'interviennent des contre-manifestants.

Si, au contraire, il s'agit de groupes numériquement faibles, la manifestation avec violence constitue une des meilleures - et quelquefois l'unique - façons de se faire entendre, de démontrer son existence avec efficacité. D'ailleurs ces groupes ne croient pas au dialogue. Non seulement ils sont révolutionnaires comme les précédents, mais encore ils ne sont pas legalistes. Et cette attitude est renforcée, et se reflète par celle du pouvoir qui respecte la force des grands groupes, mais traite les autres comme des hors-la-loi (exemple, des groupements régionalistes ou d'ultra-gauche, notamment maoïstes).

L'action de la police, comme force de contrôle social, dépend certes des ordres reçus (manifestations autorisées ou non), mais aussi de l'image que se font les policiers des groupes eux-mêmes. Il y a une perception, par ricochet, des manifestants et des policiers. L'image de la police chez les manifestants agira d'une certaine façon sur celle que la police a des manifestants. Le contrôle ou la dispersion seront plus ou moins brutaux en fonction de cette image.

Un contrôle insuffisant peut favoriser les désordres ; mais si le contrôle est exagéré, il peut provoquer une flambée de colère et le déclenchement de la violence. C'est le cas notamment des événements de mai 1968 en France. Le groupe des étudiants protestataires, non organisé au départ, s'est affirmé et cristallisé dans une hostilité commune envers les policiers. On peut dire même que le groupe, ayant pris conscience de sa force, son consensus - il s'est élaboré progressivement un mouvement de solidarité intense contre la police. La répression brutale de la première manifestation a entraîné une autre manifestation de protestation contre la violence des forces de l'ordre et un phénomène de spirale de violence,

Dans les manifestations de protestation, où la violence est contrôlée, la police sera seulement l'objet de quolibets, de sarcasmes. Pour le second groupe de manifestations, elle sera perçue comme l'ennemi. Les comportements seront violents de part et d'autre. Sa présence incarnant l'interdiction, la violence du régime, elle servira aussi d'élément provocateur. Provocante, la police sera provoquée.

C. Attitudes du public

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les attitudes affectent l'opinion du public - qu'il soit spectateur ou moins proche des événements. L'importance de sa réaction varie selon un système d'actions réciproques entre les trois acteurs en cause, à savoir, le public, la police et les groupes de protestation.

Dans les images que se fait le public à propos des groupes de protestation, de la violence et de l'action policière, il importe toutefois de comprendre et - peut-être - de séparer ce qui revient, dans l'événement, à consolider, à confronter une image préexistante, et ce qui peut conduire à renverser cette image. Le public, en effet, n'est pas « naïf » vis-à-vis de l'événement ; et les jugements qu'il peut porter sur ce qui se passe sont largement tributaires des représentations de l'univers social en général, et de l'organisation policière en particulier, en tant que faisant plus ou moins - partie de cet univers social.

Des travaux antérieurs (Robert et Faugeron, 1971) ont montré l'intérêt que l'on peut trouver à distinguer des « niveaux » d'attitudes. On constate, en effet, dans l'organisation des représentations du système de justice criminelle, l'existence de plusieurs niveaux d'attitudes.

Deux de ces niveaux sont fortement liés aux représentations de l'homme et de l'univers social. Le troisième concerne davantage le système de justice criminelle comme autonome, dans son fonctionnement. Par conséquent, ce troisième niveau est davantage susceptible

d'être influencé par les expériences récemment réunies et les événements proches.

Le niveau des attitudes les plus générales, c'est-à-dire concernant la vision de l'homme et de l'univers social, est appelé dans ce travail « niveau des attitudes fondamentales ». On peut faire l'hypothèse que ce niveau d'attitudes est le plus fortement ancré, donc le plus susceptible d'intégrer les nouvelles expériences dans des systèmes déjà constitués (dans la mesure où ces attitudes sont rationalisées dans des constructions idéologiques larges à forte cohérence logique).

On a montré que ces attitudes peuvent être expliquées selon deux axes : un axe de pessimisme/optimisme envers la nature humaine ; un axe de conformisme/non-conformisme.

L'axe de pessimisme/optimisme envers la nature humaine trouve son expression idéologique dans des prises de position manichéistes. C'est le clivage de l'ensemble humain en « bons » et « mauvais » qui - dans le cas d'attitudes très pessimistes - permet de supporter ce pessimisme ou, plus exactement, de ne pas l'appliquer à soi. Le « mauvais », dans un tel cas, sera toujours un « autre », quelqu'un de différent ; à la limite, il n'y a pas de passage possible entre les deux sous-ensembles.

Le conformisme concerne le fait de se comporter en accord avec « des modèles sociaux, régissant les comportements ». Opérationnellement, le conformisme ne peut se définir comme « l'acceptation des valeurs, normes, règles et systèmes institutionnels existants. C'est donc par rapport à leur évolution, ou à leur changement possible, que vont se définir les différentes positions sur les dimensions conformisme/non-conformisme.

Ces deux dimensions - et surtout celle de conformisme/ non-conformisme - permettent de définir cinq types, ou positions idéologiques, différents.

1. Les types conformistes

Les « conformistes moralistes » manifestent la plus forte résistance au changement, et les positions manichéistes les plus affirmées. Ils réfèrent l'ordre présent à un ordre passé, perçu comme meilleur que dans l'état actuel des choses. Pour eux, le système de justice pénale est chargé de ralentir la dégradation sociale.

Les « conformistes ritualistes » sont également opposés à tout changement, mais le passé ne constitue plus l'univers de référence. Ils se définissent presque entièrement dans le présent, et par rapport aux institutions existantes. C'est la compétence, le savoir de ceux qui font les lois et rendent la justice, qui suffisent à justifier l'existence de ces lois et du bon fonctionnement des institutions judiciaires. Ces institutions ne sauraient être remises en cause, pas plus que l'ordre social, sous peine de parvenir à un univers chaotique, dans lequel on ne saurait vivre.

Les « conformistes personnalistes » ne sont pas opposés au changement, à condition que celui-ci respecte les valeurs attachées à la protection de la personne. La tonalité manichéiste est beaucoup moins affirmée que dans les types précédents, en raison d'une plus grande confiance envers la nature humaine. Le système de justice pénale prend davantage une fonction de protection de l'individu que de protection de l'ordre établi. À la limite, il joue un rôle de « facilité » sociale. Il n'est donc pas chargé de figer les structures sociales, mais de les aider à évoluer heureusement.

Dans ces trois types, on observe une juxtaposition, une concorde entre les valeurs sociales, personnelles et celles qui sont assignées à la justice criminelle. Il n'y a pas de rupture entre les fins poursuivies par les individus (tout au moins ceux qui font partie des « bons ») et par l'appareil de justice pénale. De ce fait, toute violence est réprouvée, mais on voit que ce n'est pas pour les mêmes raisons. Pour les « moralistes » et les « ritualistes », la violence de l'organisation sociale est acceptée, et la violence contestataire met en péril l'ordre établi ; elle ne saurait donc être tolérée. Il convient néanmoins d'excepter le cas où la contestation violente est vécue comme le

moyen de retourner à un ordre ancien meilleur (pour les « moralistes ») ou, à la rigueur, de passer d'un état devenu incompréhensible à une situation promise comme compréhensible et garantie par une technocratie (« ritualiste »). C'est ainsi qu'il faut comprendre l'attraction du nazisme sur la bourgeoisie et la petite bourgeoisie ainsi que sur une bonne partie de la classe ouvrière à la fin de la république de Weimar. Dans cette hypothèse, bien entendu, la distance entre les « personnalistes » et les autres conformistes deviendra maximale, les premiers n'admettant pas ce genre de contestation violente.

Reste à savoir ce que pensent les membres de ces groupes lorsque la violence est utilisée sans qu'il y ait contestation des institutions.

Pour les « personnalistes », toute violence est réprouvée comme pouvant porter tort aux individus. Mais, pour ce type, si la violence « légitime » de l'organisation sociale apparaît comme regrettable, elle n'en est pas pour autant remise en question.

On voit que les attitudes vis-à-vis de l'action policière doivent se moduler en fonction du jeu de l'acceptation ou de la réprobation de la violence, dite « légitime ». Pour les « moralistes », l'action policière est approuvée. Pour les « personnalistes », elle peut apparaître comme dommageable. Mais, dans les trois types ci-dessus décrits, les institutions de police ne sont pas contestées.

2. Les types non conformistes

Pour les deux types dont on doit parler maintenant, il n'en va pas de même. Il n'y a plus de parallélisme entre les fins perçues des institutions de justice criminelle et celles qui sont souhaitées. Il y a discordance, contradiction. Il se produit de ce fait un changement radical dans la perception du système de justice criminelle et de ses relations avec l'univers social. Le rapport, système de justice criminelle-système social, n'est plus un rapport de dépendance. Le système de justice pénale devient le produit d'une organisation sociale.

Les « réformistes » restent empreints d'éléments de représentation « personnalistes » : l'individu n'est pas entièrement déterminé par la structure sociale. C'est ce qui permet la permanence d'un certain ni-

veau de manichéisme. Toutefois, les « réformistes » sont optimistes quant aux positions d'évolution individuelle et sociale. C'est même cet optimisme qui leur permet d'espérer une évolution sociale favorable sans action brutale. Dans ce type de pensée, l'organisation policière est perçue comme faisant partie de l'ensemble institutionnel freinant l'évolution ; l'action policière peut même être fortement désapprouvée. Il n'en demeure pas moins que la protestation violente apparaît comme peu souhaitable - même si elle est compréhensible - car elle peut porter préjudice aux individus et aux groupes sociaux et apparaît comme peu efficace. Les « réformistes » sont surtout favorables à une protestation limitée - même si son champ est assez large - mais ils sont plus réservés envers une protestation globalisante.

Pour les « révolutionnaires », par contre, la seule forme de protestation possible, en dernier ressort, est une action violente. Le cadre social apparaît comme figé, opprimant, et dans l'impossibilité d'évoluer. Les attitudes des membres de ce groupe sont peu ambiguës : ils approuvent les actions violentes si eues sont le fait de groupes de protestation visant à transformer les institutions, ils les désapprouvent si elles sont destinées à appuyer celles-ci, mais en aucun cas, ils ne sauraient approuver l'action de la police.

Il semble donc qu'étant donné l'ambiguïté apportée par la protestation-adhésion et la protestation-antagonisme, seule une classification fondée sur des types de relations à l'intérieur de l'univers social, dont le conformisme est une dimension fondamentale, peut permettre d'apporter quelques éclaircissements sur l'ambivalence des attitudes envers les organisations répressives, et en particulier envers la police. C'est ainsi que les fonctions assignées à la police - aussi bien celles qui sont perçues que celles qui peuvent être souhaitées - pourront être différenciées selon les groupes. Elles seront différemment vécues selon l'idéologie. Par exemple, si la fonction de maintien de l'ordre peut être perçue comme prédominante, aussi bien pour les « moralistes » que pour les « révolutionnaires » ; pour les premiers, elle sera vécue comme rassurante et protectrice, alors que pour les seconds, elle sera oppressive et dangereuse. On ne recherche donc pas tant la description des fonctions que leur signification, car seules les significations peuvent permettre de comprendre la structuration des attitudes et, en particulier, d'opérer la différenciation entre opinions et attitudes.

III. L'EXEMPLE AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Pour le criminologue, la « violence collective » pose des problèmes analytiques particulièrement difficiles comparativement, par exemple, au « comportement électoral » qui se prête beaucoup plus aisément à une étude. Au moins, lorsque vous interrogez une personne sur son choix concernant un candidat, la question sera comprise. Votre interlocuteur ne votera pas nécessairement, mais même si tel est le cas, quelqu'un le fera. La somme d'un grand nombre de votants, le « comportement électoral », peut être considéré comme une variable, susceptible d'être analysée en fonction des variables traditionnelles de sexe, d'âge, de profession, d'ethnie... Par contre, la « violence collective » est l'un des concepts les plus obscurs qui soient, et est très difficile à étudier comme variable dépendante.

L'adjectif « violent » est dépréciateur et provoque la controverse. Par exemple, lorsque le président Lyndon Baines Johnson exposa ses raisons pour la nomination de la Commission nationale sur les causes et les mesures préventives contre la violence, en juin 1968, il déclara : « Mes concitoyens, nous ne pouvons pas, nous ne devons tout simplement pas tolérer l'empire des hommes violents parmi nous... nous ne pouvons approuver les appels à la violence - quelles qu'en soient les causes, quels que soient les griefs qui sont à l'origine. »

De toute évidence, le président Johnson n'avait pas à l'esprit la guerre d'Indochine pour illustrer la « violence collective ». Il est aussi clair qu'il ne considérerait pas ceux qui larguaient des bombes au napalm sur les villages et les forêts vietnamiens, ou qui étaient à la tête des missions chargées de « chercher et de détruire » l'ennemi, comme des « hommes violents ». En vérité, il évitait de désigner clairement

ceux auxquels il faisait allusion, préférant faire une déclaration soigneusement ambiguë.

Néanmoins, même une déclaration qui est soigneusement calculée pour être ambiguë peut être révélatrice. Dans le cas présent, deux aspects différents ressortent involontairement : d'abord que le terme « violence » comporte un sens de flétrissure qui, lorsqu'il est appliqué avec succès à une personne ou à un groupe, montre ces derniers sous une lumière nettement défavorable. Ensuite, que des autorités qui possèdent des ressources considérables leur permettant de proposer, de répandre et d'imposer sur d'autres une flétrissure, se trouvent dans une position stratégique pour qualifier la conduite d'autrui comme « violente ». Pour saisir les polarités existantes autour des questions apparentées relatives à la « violence collective » et l'ordre public, nous devrions nous souvenir comment les évaluations et les interprétations répétées de l'histoire sociale des États-Unis ont été faites depuis trente ans.

La Seconde Guerre mondiale et l'époque d'après-guerre virent l'avènement d'une unité sans égale dans la vie politique américaine. Pour la génération participant à la guerre, ou atteignant l'âge adulte durant ces années, l'expérience d'une guerre contre le mal absolu, combattue sous un Président aussi populaire, autant auprès des intellectuels que de l'ensemble de la population, permit d'effacer de la mémoire historique un passé où on n'avait pas toujours connu une telle unité. Aussi, durant les années 1940 et 1950, les racines profondes et polarisantes de la question de l'ordre public dans l'histoire américaine tombèrent à nouveau dans l'oubli, mais resurgirent durant les années 1960 comme un événement sans précédent.

Il est vrai que, même pendant la Seconde Guerre mondiale, la dissension n'était pas totalement absente. Des objections furent soulevées contre l'internement des Japonais et l'anéantissement des villes japonaises au moyen de bombes atomiques. Et pourtant, comparées à l'atmosphère empreinte d'émotivité qui existe aujourd'hui, ces protestations étaient remarquablement limitées dans leur ampleur et leur portée. George Orwell a décrit Adolphe Hitler comme étant un « criminel dément », et a affirmé qu'une personne honorable, ou tout simplement raisonnable, aurait difficilement pu s'abstenir de participer à un coup

d'État contre lui. Aux États-Unis, une désaffection prononcée, comportant des risques sérieux, se développa au sein des partis de droite surtout, se traduisant soit par une tendance à l'isolationnisme, soit par des sentiments anti-britanniques ou profascistes. Cependant, ici encore, il est frappant de voir combien ces sentiments reçurent peu d'attention et combien ils semblaient déshonorants à l'époque. Ils pouvaient être considérés comme les grondements belliqueux d'une aile minoritaire de droite, et écartés comme tels, alors que la croisade patriotique contre Hitler recevait l'appui d'un vaste éventail politique allant des conservateurs aux libéraux, jusqu'à l'extrême gauche. Il faut noter, toutefois, que le parti communiste était occupé à réécrire l'histoire des États-Unis à sa propre manière. La communauté académique fut touchée, elle aussi, par un sentiment d'unité. Non seulement étudiants et enseignants portaient à la guerre, mais les campus des universités se transformaient en camps d'entraînement pour les recrues, et la participation à l'effort de guerre devint un des objectifs des études. Les buts poursuivis par le gouvernement national revêtirent un caractère central et légitime dans le monde universitaire.

Dès 1950, d'éminents savants étaient convaincus que les États-Unis étaient une nation ayant un passé politique unique, au sein de laquelle des groupes à tendances diverses avaient appris à régler leurs différends dans une atmosphère pacifique, et avaient réussi à effacer les dissensions économiques, sociales, politiques et ethniques, existant parmi les différents groupes. Pour l'une ou l'autre raison, soit parce que la terre était particulièrement fertile, soit parce que le peuple était travailleur, soit parce qu'il n'existait pas d'aristocratie véritable ou prolétariat réel, soit parce que les deux partis politiques semblaient coexister pacifiquement, tout groupe d'une certaine importance semblait éventuellement assuré d'acquérir sa part légitime du pouvoir, de propriété et de respectabilité en jouant le jeu suivant les règles. Au fur et à mesure que cela se produisait, la cohérence et les caractéristiques sociales distinguant le groupe disparaissaient et étaient assimilées aux réalités et au système des valeurs de la bourgeoisie américaine.

L'histoire des États-Unis était donc unique. Sur son territoire, un progrès réel pouvait être accompli sans qu'il y ait de conflit violent entre les groupes, et il n'était pas nécessaire qu'il y ait, et en fait il n'y avait jamais eu, de violence politique. Les groupes locaux n'avaient

jamais été contraints de faire appel à la révolution comme moyen d'obtenir des avantages économiques et sociaux, et ceux de l'intérieur n'avaient jamais dû avoir recours à la force et à la violence pour contenir les nouveaux venus ambitieux. Le mythe du progrès pacifique, venant s'ajouter au crédit moral dont les États-Unis bénéficièrent durant la Seconde Guerre mondiale, et à leur puissance économique, menèrent à la conclusion que les États-Unis, étant passés maîtres dans l'art de l'évolution pacifique, pouvaient en toute conscience s'en prévaloir pour prendre la tête du monde libre, sinon du monde entier.

En 1960, un grand nombre d'éminents sociologues percevaient la solution des conflits sociaux aux États-Unis grâce au développement technologique. L'idéologie était, disait-on, à son terme. Le sous-titre de l'ouvrage de Daniel Bell est significatif « Sur le tarissement des idées politiques durant les années 1950 Bell avait raison. Les idées politiques furent peu développées durant toutes ces années. Quoique les États-Unis fussent considérés comme une terre de progrès constant, d'assimilation, d'accommodement pacifique d'intérêts divergents, l'incertitude et l'anxiété allaient devenir une question d'insuffisance personnelle, déterminée dans une large mesure dès l'âge le plus tendre. La psychanalyse remplaça la politique en tant que force intellectuelle dominante. L'engouement politique de l'époque attira en conséquence l'attention vers l'intérieur et les insuffisances personnelles, plutôt que vers l'extérieur et les insuffisances de la société ou de ses institutions.

Parmi les jeunes et brillants professeurs de droit criminel, le problème de la responsabilité criminelle était en vogue, plus particulièrement lorsqu'il avait trait à la défense, question en fait plutôt périphérique en droit criminel. Mais il s'agissait là de la bonne question à l'époque car, étant de nature abstraite, elle pouvait conduire à des discussions sans fin concernant l'établissement des règles, et exigeait une compréhension et une connaissance de la psychologie cognitive et psycho-analytique. Elle avait néanmoins très peu de rapport avec l'administration courante de la justice criminelle. Dans ce domaine, l'accent était placé surtout sur les aspects techniques et instrumentaux, avec un intérêt particulier pour le développement des systèmes de contrôle social, des mesures préventives et de réhabilitation. Mais, naturellement, de telles préoccupations reposent sur certaines hypothèses : que le système est valable et que la déviance est le propre de

l'individu plutôt que de la société. Ces hypothèses sont devenues cependant de plus en plus douteuses au fur et à mesure que la frontière qui sépare le crime des mœurs, et le crime des activités politiques, se rétrécissait vers le milieu des années 1960 et durant les années 1970. Pendant cette dernière période, les anciennes hypothèses concernant la nature du progrès des groupes sociaux et leur participation à la vie et aux mœurs américaines, et plus particulièrement le rôle joué par la loi en tant que rempart et protection du caractère et de la qualité de la philosophie américaine, furent sérieusement mises en question.

Durant les années 1950, la conception que les États-Unis avaient de la loi fut sérieusement ébranlée par un certain nombre de facteurs. La première fut l'échec de ce qui semblait être une nouvelle unanimité d'opinion nationale sur les droits civiques. Cet échec se manifestait non seulement par une longue série de décisions unanimes de la Cour suprême contre la ségrégation, et en particulier la décision de supprimer la ségrégation dans les écoles publiques, mais aussi par des majorités écrasantes au Congrès, lors du vote des lois sur les droits civiques. En dépit de ce consensus apparent, les autorités du Sud des États-Unis se montraient particulièrement récalcitrantes à l'évolution sociale imposée par la loi. Ainsi que l'écrivait Léon Friedman (1970, p. 4) dans son livre sur la justice pratiquée dans le Sud : « ... la résistance d'un grand nombre de ces fonctionnaires a été poussée bien au-delà des limites admises par la Constitution et requises pour la paix sociale, au point d'outrager le sens de la justice de la nation bien davantage que tout autre problème de notre époque ».

L'une des difficultés était que même en théorie, mais plus particulièrement en pratique, les idéaux du système fédéral des États-Unis sont ambigus. Les activistes des droits civiques associaient la « Loi » à la « Loi fédérale », et à la Constitution -cette « Loi suprême » du pays. Les Blancs du Sud, du moins ceux qui détenaient le pouvoir politique, défiaient la loi fédérale et se retranchaient derrière la loi de l'État. Par conséquent, un paradoxe devait émerger ; les cours de justice fédérales déclaraient que la loi fédérale était suprême, tandis que le pouvoir des lois et de la police locale, basé sur une idéologie préconisant la suprématie blanche, l'emportait en pratique. En outre, non seulement les systèmes judiciaires des États participaient activement à l'érosion de la légalité, mais tout l'appareil judiciaire dans le Sud, y

compris la police, se révélait clairement être l'instrument servant à maintenir les principes de ségrégation et de la suprématie blanche. De plus, les cours de justice fédérales, et plus spécialement les tribunaux inférieurs, où les nominations se faisaient pour des motifs politiques, facilitaient ou donnaient leur assentiment à ce procédé. Même s'ils voulaient s'y opposer, ils étaient généralement impuissants, pour des raisons légales ou politiques, à changer cet état de choses. En conséquence, il était difficile de soutenir la notion du progrès pacifique pour les Noirs du Sud, par des moyens légaux. Parmi les activistes des droits civiques des années 1960, dont un grand nombre devait retourner aux universités du Nord du pays pour devenir le noyau du mouvement étudiant, la loi n'était pas considérée comme un instrument rationnel et impartial permettant d'établir le progrès social et les objectifs humanitaires, mais plutôt comme un outil du pouvoir illégitime. Malgré les intentions honorables des lois fédérales, ce qui restait d'esclavage et de colonisation interne se révélait obstinément résistant.

L'échec du mouvement des droits civiques fut l'une des raisons de l'activisme croissant au sein des communautés noires du Nord.

Des Noirs de tout âge, et appartenant à toutes les professions, allaient devenir de plus en plus conscients de leur histoire au sein de la société américaine, de leur condition présente de colonisés dans des communautés ségrégationnistes en fait, et de l'injustice culturelle de l'Amérique qui régulièrement et invariablement leur attribuait une citoyenneté de deuxième rang. Si le progrès pacifique était un mythe pour beaucoup de groupes, pour les Noirs il n'y avait guère d'avancement. Quel que fût le progrès économique et politique qu'ils accomplissaient, ils étaient toujours à la traîne des Blancs. En vérité, certains soutenaient même que le peu de progrès réalisé empirait les choses bien plus que s'il n'y avait eu aucune évolution, non seulement parce qu'il exaltait les aspirations des membres des communautés noires, mais plus important encore, parce que les Noirs, pleins d'espoir, surpeuplaient les ghettos urbains du Nord, rendant ceux-ci de moins en moins vivables, en particulier en période de difficultés économiques. Les émeutes dans les communautés noires durant les années 1960 tendaient à donner un caractère sudiste et à polariser les communautés du Nord des États-Unis. Toute étude approfondie et compatissante de la situation confirmerait que le rapport de la commission Kerner (États-

Unis, 1968), quoique rédigé en termes mesurés, est un portrait fidèle de la situation des Noirs aux États-Unis. Ce que le rapport Kerner appelle le « racisme blanc » signifiait en vérité que, même dans les cas où l'appareil juridique n'imposait pas la ségrégation, bon nombre d'institutions sociales légitimes le firent, soutenues par la loi. Dans le Nord, les sentiments de suprématie blanche n'étaient pas apparents, mais les Blancs dominaient toutes les institutions puissantes de la communauté : les banques, les grandes sociétés, les chambres de commerce, le corps législatif, la magistrature et les forces armées. Les clubs Kiwanis, Lions, Rotary, de golf et de tennis, n'acceptaient que des membres blancs et seulement quelques Noirs. Ces clubs étaient contrôlés par ceux qui détenaient le pouvoir. Durant les situations critiques, telles que les émeutes, la justice favorisait les puissants. Les arrestations en masse, sans cautionnement ou à cautionnement très élevé, étaient des moyens expéditifs auxquels on faisait appel pour rétablir l'ordre sans avoir recours à l'action en justice. Une fois encore, la loi devenait un instrument du pouvoir.

L'expansion de la guerre au Viet-Nam porta un coup puissant et décisif aux notions faciles de progrès pacifique s'appuyant sur la loi et les vertus américaines. Durant ladite expansion, la polarisation raciale et les protestations prirent des dimensions extrêmement dangereuses, aggravées par le détournement des fonds de la « grande société » pour alimenter les dépenses de guerre. Dans les communautés noires, le détournement des ressources, dont on avait un besoin pressant pour le développement urbain, pour les consacrer à la guerre au Viet-Nam, ne faisait que renforcer les doutes qui existaient quant à la capacité des Blancs aux États-Unis, ou même à leur intérêt, à résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques des communautés noires. Par ailleurs, les grands partis politiques ne faisaient, eux non plus, aucun effort pour satisfaire ce besoin de paix, et ainsi lorsqu'un troisième parti d'une certaine importance parut sur la scène politique, il puisa sa force dans la haine raciale et le cliquetis des armes. Les dépenses découlant de la guerre au Viet-Nam qui, peut-être, avaient permis d'éviter la régression de l'activité économique en 1965, contribuèrent plus tard à l'apparition d'une sérieuse inflation et du chômage, provoquant ainsi un sentiment de malaise et de crainte parmi les Américains de toutes races. Les universités qui, durant les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, avaient poursuivi leurs activités en croyant

toujours à la supériorité morale des États-Unis et en contribuant à l'effort de guerre, quelle que fût la guerre, furent sérieusement ébranlées par les campagnes de protestation des étudiants, qui étaient dirigées contre les activités associées à la guerre, telles que la mise au point d'armes pouvant servir à la guerre nucléaire ou biologique. C'est un fait reconnu, par exemple, que certaines ogives nucléaires fabriquées aux États-Unis, proviennent de l'Université de Californie, et c'est également un fait reconnu que tout mouvement dirigé contre la guerre au Viet-Nam reçoit un accueil enthousiaste sur le campus de l'Université de Berkeley.

L'angoisse éprouvée par un grand nombre d'Américains, jeunes et vieux, noirs et blancs, se traduit par la remarque du sénateur Fulbright, que la société américaine est « une société malade ». Outre-mer, les États-Unis sont engagés dans une guerre sanglante et vaine contre de pauvres gens, dans un petit pays sous-développé. L'année 1968 devait être le témoin, d'une part, de la violence associée à la Convention nationale démocrate de Chicago et, d'autre part, des élections présidentielles dont les thèmes politiques principaux étaient « le crime dans les rues » et « loi et ordre ». Le système judiciaire criminel qui, dix ou quinze ans auparavant, pouvait être considéré comme un instrument de politique sociale relativement libre des influences politiques, était critiqué de toutes parts pour n'avoir pas réussi à assurer l'ordre, ni la justice.

La police était, avec les militants noirs, les étudiants protestataires et les activistes opposés à la guerre, au centre de la controverse. En raison des désordres et de l'atmosphère de peur qui régnaient dans les villes, simples policiers et gradés commencèrent à préparer des organisations de plus en plus militantes. L'Association de bienfaisance des policiers de la ville de New York mena, à l'automne de 1966, l'une des campagnes politiques les plus acharnées et les plus âprement disputées dans l'histoire de New York. Selon de nombreuses sources, les policiers menaient une campagne inlassable, même en service : les voitures et les fourgons de police portaient des affiches antirévision, la police distribuait des prospectus et était accusée de harasser ses adversaires en dressant, par exemple, d'une manière flagrante des conventions aux membres des autres partis. Quoi qu'il en soit, l'Association réussit à convaincre le public de voter l'abolition du Conseil civil

de révision nommé par le maire John Lindsay avec l'appui du gouverneur Nelson Rockefeller, du sénateur Jacob Javits et de feu le sénateur Robert Kennedy. Bref, les policiers réussirent à vaincre le pouvoir politique ; la valeur politique de la loi et de l'ordre grandit, et l'intérêt porté à l'ensemble de l'appareil judiciaire criminel, et plus particulièrement à la police, augmenta également parmi les politiciens, les universitaires et le public en général.

Pour comprendre le mécontentement de l'époque à l'égard des policiers, ainsi qu'à l'égard du système judiciaire criminel, nous devons examiner l'apparition de l'idée d'une police civile, et nous concentrer en particulier sur l'histoire de la police en tant que force contre-révolutionnaire.

A. L'idée d'une police civile

[Retour à la table des matières](#)

La « police civile » est une organisation sociale créée et soutenue par des procédés politiques, pour faire respecter les conceptions dominantes de l'ordre public. La même définition pourrait s'appliquer aux forces militaires au sein d'une société, avec cependant une importante différence. Contrairement aux forces militaires, la police est régie par la juridiction du droit criminel et fonctionne sous cette même juridiction.

Cette définition de la police civile est cependant beaucoup plus compliquée qu'elle ne le paraît à première vue. Les éléments principaux de la définition : organisation sociale, procédé politique, ordre public et droit criminel, sont tous capables d'adopter des formes, des attitudes et des significations différentes. Par conséquent, la manière la plus raisonnable de concevoir l'idée de la police civile serait non pas de considérer la police comme étant une conception ou une forme d'organisation immuable, mais plutôt comme une idée et une structure modelées par le temps, par les conditions sociales, et par-dessus tout, par les intérêts et les valeurs de ceux qui exercent ou ont accès au pouvoir politique. Même lorsque l'examen de la police civile est limité

à l'Angleterre et aux États-Unis, les variables de l'évolution sont manifestes.

L'Acte de Winchester de 1285 était respecté par les tribunaux et même par les écrivains anglais, durant plusieurs siècles. Il stipulait la nomination d'un nombre donné de gardiens de nuit dans chaque ville et bourg, suivant l'importance de la population ; il favorisait un système de crieurs publics ; il incitait les citoyens à contribuer à l'achat de l'équipement de police suivant les ressources de chacun. Le système médiéval commença à se disloquer vers le XVII^e siècle, par suite de l'apathie et de la corruption qui existaient. La dislocation de la structure sociale féodale, venant s'ajouter à l'expansion industrielle, provoqua l'accroissement du crime et ce que les écrivains contemporains des XVIII^e et XIX^e siècles appelèrent l'apparition d'une classe « criminelle » ou « dangereuse ». J.J. Tobias (1967, p. 37) écrit de cette époque :

Durant la seconde moitié du XVIII^e siècle et les débuts du XIX^e siècle, la société connaissait une période de transition violente. Les villes prenaient rapidement de l'expansion, et les moyens dont disposaient les dirigeants étaient très limités ; de plus, ils avaient une connaissance encore plus limitée de la manière de s'en servir. La population, toujours croissante, était principalement composée de jeunes, et ces jeunes citoyens devaient affronter une quantité de problèmes avec lesquels ils n'étaient pas familiers, problèmes que leur éducation et leur formation ne permettaient pas de résoudre. Les villes, et celle de Londres en particulier, avaient toujours un problème criminel différent et de plus grande envergure que celui des autres endroits. Il y avait toujours des groupes d'individus, résidant dans des quartiers bien distincts, qui s'étaient forgés une existence bien à eux basée sur le crime. Beaucoup de jeunes citoyens, confrontés par ces problèmes et ne recevant aucune aide ni de leurs familles, ni de leurs employeurs (à supposer qu'ils aient eu une famille ou un employeur), ni des autorités municipales, trouvèrent des solutions en adoptant les techniques, les habitudes et les attitudes des criminels. Il y avait donc à Londres et dans les autres grands centres urbains, durant la seconde période du XVIII^e siècle et les débuts du XIX^e siècle, une recrudescence du crime qui était le produit d'une société en rapide transition.

Le problème de la sécurité et de la protection des personnes et de leur propriété se compliquait par les émeutes fréquentes de la classe ouvrière, à commencer par les « émeutes Gordon » de 1780 contre les

catholiques, et marquées par le massacre de Peterloo en 1819. Plus de 600 personnes furent blessées alors, et onze perdirent la vie lors d'une manifestation contre les tarifs élevés du blé, les prix des denrées alimentaires et d'autres abus parlementaires. Durant les guerres napoléoniennes, il se produisit un marasme économique sérieux. Un historien anglais, Asa Briggs (1959), rapportait qu'en 1816 et 1817, près d'un cinquième de la population recevait une aide hebdomadaire à Birmingham. Dans les régions produisant du fer, appelées *black country*, il régnait, dans les usines sidérurgiques, « le silence d'une profonde désolation », et à l'extérieur, les clameurs des hommes en colère. À Lancashire, les tisserands se plaignaient que « maintenant que le gaspillage de la guerre est terminé, nos souffrances sont devenues plus générales et plus profondes que jamais ». À Newcastle-on-Tyne, les mineurs se révoltaient, animés du même humour sinistre que les valets de ferme d'Ely et que les citoyens de Bridport. Dans tout le pays, ainsi que Samuel Bamford, un activiste social de l'époque, le déclarait : « Pendant que les lauriers étaient encore frais sur le front de nos soldats victorieux... les éléments de convulsion étaient à l'ouvrage parmi les masses de notre population ouvrière. » Ces difficultés économiques hâtaient souvent les émeutes et les manifestations qui devenaient ainsi l'expression du pouvoir de la classe ouvrière.

Le malaise et l'agitation de la classe ouvrière devaient attirer des « représailles » de la part de la « majorité silencieuse » parmi la classe moyenne et des mesures parlementaires en vue de rétablir l'ordre public. En ce qui concerne les représailles de la « majorité silencieuse », Halevy (1961, p. 17) dit :

Nous avons dépeint l'irritation des masses qui croissait de jour en jour vers la fin de 1816, mais il est nécessaire de compléter cette image. Nous devons également décrire l'hostilité que l'agitation provoquait parmi tous ceux qui possédaient une propriété et dont la peur de payer des impôts élevés n'était dépassée que par la terreur des confiscations qui résulteraient d'une révolution. Aucun libraire ou aubergiste, n'aurait espéré ou osé vendre le *Political Register* de Corbett. Les vendeurs de boissons alcooliques, qui signaient une pétition ou autorisaient que des signatures soient sollicitées dans leurs établissements, étaient menacés, par les magistrats, du retrait de leur licence. Un règne de terreur fut établi dans toute l'Angleterre par la noblesse et la bourgeoisie, terreur encore plus menaçante -quoique

plus silencieuse - que les manifestations bruyantes organisées par Hunt et Corbett.

La réaction parlementaire au massacre de Peterloo fut d'augmenter les forces armées de 10 000 hommes et de passer les six lois connues comme les « lois du bâillon ». Malgré tout, ces ingérences dans le domaine des libertés civiques ne devaient pas, selon l'historien de la police britannique bien connu, Charles Reith (1938, p. 203) résoudre le problème de l'agitation de la population civile contre le gouvernement. En vérité, elles causèrent une plus grande méfiance encore. Ainsi qu'il l'écrit :

Les six lois interdirent les exercices d'entraînement et limitèrent les réunions publiques. Elles imposèrent un timbre de quatre sous sur toutes les publications périodiques, y compris les journaux. Elles autorisèrent la saisie de tout ce qui pouvait être considéré comme diffamation séditieuse ou blasphématoire et autorisèrent les magistrats à perquisitionner dans les maisons pour y rechercher des armes. Le résultat brutal se soldait par la suppression de toute forme d'expression politique et de toute plainte concernant les privilèges de ceux qui détenaient le pouvoir. Elles contribuèrent à accroître dans une forte mesure l'indignation éprouvée à l'égard du gouvernement et, venant s'ajouter aux conséquences de Peterloo, elles aidèrent à ébranler la confiance dans les principes du torysme traditionnel dans les cercles intellectuels, en particulier ceux des jeunes générations fréquentant les universités.

Si les « lois du bâillon » représentaient la réponse du Parlement à l'agitation civile, l'effet préventif d'un code pénal extrêmement sévère était supposé être la réponse au crime. Ainsi que Lee (1905, p. 204) l'écrit dans son *Histoire de la police en Angleterre* : « La législation pénale a été écrite dans le sang. Colquhoun estimait qu'il existait 160 infractions différentes à la loi, qui étaient punissables de la peine de mort, sans le secours de la religion... Une telle application aveugle et une telle sévérité de la loi ne pouvaient servir aucun propos utile ; au contraire, elles eurent le don d'aggraver les délits qu'elles étaient censées contenir. »

Des efforts acharnés furent déployés, d'abord par Bentham, et plus tard par Romilly, pour persuader le gouvernement de réduire le nombre des délits punissables de la peine de mort, mais avec très peu de succès immédiat. James MacIntosh adopta une attitude similaire et, en

1822, proposa au Parlement de prendre des mesures pour accroître l'efficacité de la législation criminelle en atténuant sa rigueur. Quoique Sir Robert Peel s'opposa, au début, à la position adoptée par Romilly et MacIntosh, il réalisa rapidement que la police ne pourrait faire preuve d'efficacité et d'équité si les lois qu'elle devait mettre en vigueur étaient tellement étendues dans leur portée et sévères dans les peines infligées, qu'elles ne recevaient pas l'appui de la majorité du public. La férocité du Code pénal allait à l'encontre de ses propres intentions. Les témoins refusaient de déposer afin que leur témoignage ne puisse aider à condamner un homme aux peines barbares prévues au Code pénal. Les jurés n'acceptaient pas toujours de déclarer un homme coupable, même si les témoignages ne laissaient aucun doute sur sa culpabilité. Par conséquent, Peel avait fini par comprendre, ainsi que l'indique Charles Reith (1938, p. 236) :

... que la réforme de la police n'était pas indépendante de la réforme de la législation criminelle, et qu'une réforme du Code criminel devait entraîner la réforme de la police pour qu'elle puisse fonctionner d'une manière satisfaisante. Une police réformée ne pouvait fonctionner efficacement tant que les législations, criminelles et autres, en vigueur ne seraient pas au diapason de l'opinion publique, et d'administration simple et précise. Il retarda de quelques années les plans qu'il avait audacieusement annoncés concernant la police, et concentra ses efforts sur la réforme de la législation.

Le principal objectif de la réforme de la législation criminelle, entreprise par Peel, était d'en limiter la portée et de réduire considérablement les pénalités. Par exemple, il abolit la peine de mort pour plus de 100 infractions à la loi et supprima entièrement de nombreuses peines criminelles. Ainsi l'organisation de la Police métropolitaine de Londres tient compte du fait que la législation criminelle ne doit pas paraître injuste ou irrationnelle à la majorité du public.

L'apparition des services des relations extérieures était une autre carte maîtresse dans l'organisation de la nouvelle police. L'armée, qui précédemment était responsable de l'ordre public, était souvent haïe des masses populaires qui participaient aux émeutes ou aux manifestations publiques. Habituellement, les soldats n'avaient aucune compréhension ou sympathie pour les causes étant à l'origine des manifestations et, par conséquent, ils étaient enclins à être extrêmement brutaux. Peel et le colonel Charles Rowan qui avait été nommé commis-

saire de la nouvelle police conseillaient fortement la modération dans les interventions. Ainsi, les consignes aux agents de police, qui furent publiées officiellement : en 1829, contenaient la déclaration qui leur rappelait que : « ... aucune qualité n'est plus indispensable à l'officier de police que la parfaite maîtrise de soi et il ne doit jamais se laisser entraîner aux écarts de langage ou encore proférer des menaces. S'il fait son service d'une manière calme et déterminée, cette attitude encouragera probablement les passants bien disposés à lui prêter main-forte, le cas échéant. »

La maîtrise de soi des policiers fut démontrée, à maintes reprises, dans le contrôle des foules. Un auteur cite comme preuve évidente de cette attitude ce qui suit (Lee, 1905, p. 327) :

... Durant les quarante premières années de son existence, la police a su maintenir la paix ; les dégâts causés à la propriété par les émeutiers étaient très insignifiants et cela sans l'intervention de l'armée. Comme preuve de modération des méthodes employées par la police pour obtenir ce résultat, qu'il nous suffise de dire que lors de chaque manifestation qui eut lieu durant ladite période, les blessures reçues par les agresseurs étaient invariablement moins graves que celles des gardiens de la paix, bien que ces derniers furent tous dans une excellente forme physique et armés de bâtons.

Une telle maîtrise était, sans nul doute, due en partie à l'opposition politique considérable à l'égard de la création de la nouvelle police. Malgré le nombre croissant des crimes, les commissions parlementaires étudièrent et rejetèrent l'institution d'une force policière en 1770, 1793, 1812, 1822 et 1828. Ainsi que T.A. Critchley (1967, p. 50) le déclare : « Un des faits les plus remarquables dans l'histoire de la police en Angleterre est qu'après trois quarts de siècle de querelles, de soupçons et d'hostilité envers toute l'idée d'une police de métier, la loi sur la Police métropolitaine de 1829 ait été adoptée sans opposition et presque sans aucun débat. »

Les brochures de Chateaubriand contre le système policier français étaient lues avidement et citées en Angleterre, et beaucoup considéraient que Londres pourrait difficilement éviter d'entraver la liberté individuelle, ainsi que le faisait la police française. L'idée d'une police réellement responsable envers les citoyens était considérée comme

irréalisable en pratique. Ainsi que E.P. Thompson (1966, p. 82) l'écrivait :

Le Comité Parlementaire de 1818 vit, dans la proposition de Bentham de créer un ministère de la Police, un plan qui transformerait chaque servante, dans chaque maison, en espion qui surveillerait les actes de son maître, et toutes les classes de la société s'espionneraient les unes les autres. Les conservateurs craignaient la suppression des droits privilégiés et communaux, ainsi que des pouvoirs locaux. Les libéraux craignaient l'accroissement des pouvoirs détenus par la Couronne ou par le Gouvernement. Les radicaux comme Burdett et Cartwright, préféraient la notion d'association volontaire des citoyens ou des sociétés, des propriétaires et locataires. Jusqu'à l'époque de Chartist, la populace radicale voyait dans toute police un appareil d'oppression. Il existait une unanimité très surprenante d'opinions qui résistait à la création d'un organisme suprême et puissant, semblable à celui qui était appelé dans d'autres pays, la « Haute Police » - un appareil inventé par le despotisme...

Le succès de Peel peut être attribué : 1) à sa dextérité politique : il avait exclu la ville de Londres de ses plans et gagna ainsi l'adhésion des libéraux, 2) au problème effrayant de criminalité qui allait croissant, et 3) à une philosophie de police qui tendait à apaiser l'anxiété éprouvée devant les possibilités du despotisme :

Ainsi que Lee le déclare (1905, p. 328)

La force de l'homme en bleu, si elle est convenablement comprise, repose sur le fait qu'il a derrière lui tout le poids de l'opinion publique, car il ne fait la guerre que contre les violateurs de la loi et dans ce combat, il peut compter sur la bienveillance de chaque citoyen loyal. Si un agent de police a besoin d'aide, il peut s'adresser à n'importe quel passant dans la rue et lui demander, au nom du Roi, son concours actif. Si le passant le lui refuse sans être en mesure de prouver qu'il y a eu impossibilité physique ou autre excuse légale, il ne peut plus être considéré comme un citoyen loyal, se rend coupable d'un délit et tombe sous le coup de la loi. La base, sur laquelle notre théorie de la police repose en fin de compte, est l'hypothèse que chaque acte légal commis par un officier de police dans l'exercice de ses fonctions est sanctionné et approuvé par la grande majorité de ses concitoyens. Et en vertu de notre Constitution, il serait impossible à toute force policière de continuer à exister, si ses actions allaient constamment à l'encontre des désirs exprimés par le peuple.

De ce qui précède, il ressort clairement que quoique les normes et l'organisation sociale de la Police métropolitaine de Londres, ne procèdent pas d'une idée unique, mais plutôt d'un ensemble assez complexe d'intérêts et d'événements historiques en constante évolution, la conception de force minimum, le respect de la loi et la responsabilité envers le public, étaient d'une extrême importance.

Bien que la tâche de la police fût de protéger la propriété privée et de maintenir l'ordre public, il était clairement établi que les pouvoirs détenus par la police pouvaient être limités par décision de la loi et de l'opinion publique. La nouvelle philosophie de la police n'a pas été l'œuvre de Sir Robert Peel, mais fut engendrée par la pensée d'un certain nombre de personnes qui cherchaient à préserver l'ordre public établi en faisant appel à une force mesurée et limitée, et qui étaient convaincus qu'une police répressive favoriserait le crime et l'insurrection au lieu de les empêcher. En désarmant la police, en l'habillant d'un uniforme bien distinct avec un casque haut de forme, en insistant sur une conduite publique exemplaire durant les émeutes, la police de Peel était en mesure de communiquer un sentiment d'autorité bienveillante et raisonnable. Même récemment, la discipline et la retenue de la Police métropolitaine de Londres étaient remarquées durant une manifestation contre la guerre au Viet-Nam, à Londres. Selon le rapport du *New York Times* (29 octobre 1968) :

... les policiers n'ont, à aucun moment, utilisé leurs bâtons et n'ont jamais eu un geste de colère. Ils ont tenu ferme sur leurs positions devant l'ambassade jusqu'au moment où, les agresseurs s'étant fatigués, ils ont pu commencer à repousser la foule vers le sud dans la rue Audley, l'éloignant de la place. Les Américains, qui ont vu les événements de Grosvenor Square, ne pouvaient s'empêcher de faire une comparaison avec la violence qui éclata entre la police de Chicago et les manifestants lors de la Convention démocrate au mois d'août.

La police aux États-Unis est peut-être encore plus compliquée, aussi bien du point de vue historique qu'idéologique, que celle de l'Angleterre. Il est certain que la théorie de la police aux États-Unis reflète le conflit, entre l'ordre et la légalité, qui existe dans les conceptions anglaises de la police. Mais les États-Unis sont géographiquement plus complexes, avec des différences urbaines et régionales plus accentuées. En outre, il n'existe pas aux États-Unis de services de po-

lice qui soient aussi soigneusement étudiés et organisés que ceux de la Police métropolitaine de Londres. Ainsi que Roger Lane (1967, p. 221) le déclare dans son histoire de la police de Boston, « l'utilisation de la police dans l'administration municipale était régie non pas par la théorie, mais par des raisons de commodité ». Dans le Boston du début du XIXe siècle, par exemple, le problème principal n'était pas le crime, mais la violence collective. Boston créa sa première force publique en 1837 après que des bandes de protestants eurent détruit Presque toutes les maisons appartenant à des Irlandais sur Broad Street. La police remplissait également des fonctions que nous considérons aujourd'hui comme étant de nature non policière : l'application des lois qui régissent l'enlèvement des ordures et le système d'égouts. Lorsque le Service des égouts, de la santé, de la voirie et du bâtiment, fut créé, le rôle de la police diminua considérablement.

Dans les villes américaines, on observe un échange progressif de fonctions entre la population et la police. En premier lieu, la population est responsable de sa propre protection contre les criminels et fait appel pour cela à des agences de surveillance. Au fur et à mesure que d'autres agences prennent la relève dans d'autres domaines de l'administration municipale, la police se préoccupe de plus en plus de la criminalité. Tout ceci, cependant, n'est pas dicté par un plan ou une idée maîtresse, mais plutôt par une réaction à des circonstances historiques. En conséquence, il est plus logique de discuter des questions et des problèmes caractéristiques de la société américaine, puisque ceux-ci influencèrent le développement de la police aux États-Unis.

B. La société américaine et la police

[Retour à la table des matières](#)

L'immigration, l'expansion et l'esclavage forment un ensemble qui est à l'origine des images contradictoires que l'on a des États-Unis comme terre promise d'une part, et d'oppression d'autre part. La population indienne du pays fut parfois massacrée par les colons blancs. Les émeutes de Noirs remontent à l'époque coloniale. Richardson (1970, p. 4) décrit la brutalité subie par les esclaves noirs, qui for-

maient 20% de la population de la ville de New York, durant les années 1740 :

À partir des années 1740, les habitants de New York eurent l'impression d'avoir été engloutis par une marée montante de crimes et de désordres. L'explication la plus simple, à part la présence de l'armée, était pour eux que les étrangers et les Noirs étaient les seuls responsables. L'immigration en provenance des pays non anglais se développa rapidement vers le milieu du siècle et, pour les contemporains, cela expliquait les difficultés de l'époque. En réalité, un bien plus grand nombre d'Américains d'origine exerçaient une activité criminelle que des personnes nées à l'étranger. Les autorités de New York contribuèrent à l'accroissement des éléments criminels de leur ville en refusant d'accorder une aide aux indigents, et il y avait aussi un nombre inférieur de donateurs privés que dans les autres villes de la colonie pour compenser l'indifférence publique. Les esclaves noirs, un groupe méprisé et avili, qui représentaient 20% de la population de la ville durant les années 1740, constituaient un élément instable et indiscipliné, souvent traité avec la plus grande brutalité.

Le thème de la brutalité contre les Noirs, de la discrimination contre les immigrants, de l'hostilité des immigrants envers les Noirs, avec à l'arrière-plan des conflits sociaux et de classes, surgit périodiquement dans l'histoire des États-Unis. Richardson décrit une émeute américaine qui eut lieu le 15 août 1900, dans la ville de New York, découlant de la rivalité qui existait entre les Irlandais et les Noirs pour les emplois disponibles et les logements dans les quartiers de l'Ouest :

Après le classique incident d'une bagarre fatale entre un civil noir et un policier blanc, une foule violente parcourut dans tous les sens les 8e et 9e avenues, rouant les Noirs de coups. Les policiers envahirent le quartier, matraquant les Noirs, mais ne faisant aucun effort pour arrêter les émeutiers irlandais. Frank Moss et d'autres encore recueillirent soigneusement des témoignages sur la brutalité de la police et firent pression sur les commissaires afin qu'ils prennent les mesures disciplinaires qui s'imposaient. Sans exception aucune, les commissaires refusèrent de laisser les avocats des plaignants noirs interroger contradictoirement les témoins favorables à la police, et en cas de témoignages discordants, ils acceptèrent la parole des policiers. Ainsi qu'ils l'expliquèrent dans leur rapport au maire, les témoins de la police firent preuve, lors de l'interrogatoire, d'un sentiment profond d'amertume envers les plaignants. L'amertume des Noirs n'avait certes rien de surprenant quand ils s'aperçurent que la police non seulement ne les protégeait pas contre les émeutiers blancs et n'arrêtait

aucun des Blancs impliqués, mais au contraire, les assommait eux sans motif. La police, au lieu d'arrêter les émeutiers blancs, se joignit à eux.

Un problème caractéristique de l'ordre public américain et, par conséquent de la police, est donc celui du conflit ethnique auquel les policiers eux-mêmes ont souvent été mêlés. La police a aussi été mêlée à des conflits ouvriers, souvent de façon incommode, surtout quand les policiers étaient tous du même milieu social que les ouvriers.

C. La tâche du policier

[Retour à la table des matières](#)

Les grandes lignes des responsabilités croissantes de la police en Amérique contemporaine sont bien connues et ne demandent ici qu'un bref examen. De plus en plus, la police doit affronter les problèmes qui se posent en raison des conditions intolérables qui existent dans les communautés noires, ce qui va de pair avec la colère et les frustrations croissantes des Noirs.

Depuis la publication du rapport de la commission Kerner (États-Unis, 1968), il n'existe plus aucune raison pour un citoyen de ne pas comprendre la nature du malaise social qui est à l'origine de la violence symptomatique qui règne dans les ghettos noirs. Mais bien que nous sachions tous ce qu'il y a lieu de faire, rien n'a été fait. Pour cette raison, le policier américain, comme l'Américain noir, doit souffrir jour après jour des conséquences de cette inaction et de cette indifférence. Il devient de plus en plus urgent que l'on examine la comparaison que James Baldwin faisait, en 1962, de la police avec une armée d'occupation. La police s'oppose à la haine et à la violence qui règnent dans les ghettos et a été chargée de l'étouffer afin de l'empêcher de s'infiltrer dans les quartiers blancs. Il est évident que personne ne le sait mieux que la police elle-même qui doit entreprendre cette tâche ingrate, dangereuse et de plus en plus difficile à accomplir. « Pour beaucoup de policiers », ainsi que le *Saturday Evening Post* (16 novembre 1968) l'écrivait dans un article concernant la police de Saint

Louis, « l'existence même d'un plan de mobilisation en cas d'émeutes, signifie qu'il sera utilisé, et c'est ce sentiment d'inévitabilité, ce sentiment que les événements ont, d'une façon ou d'une autre, échappé à leur contrôle qui les énervent et les frustrant... »

Et naturellement, les policiers ont raison. Les événements échappent, en fait, à leur contrôle et ils doivent vivre, beaucoup plus que la plupart des gens, sous la menace du danger et du désastre. Lorsque la température dépasse les 100 degrés dans les ghettos et les logements où grouillent des hommes, des rats, où le désespoir et la colère cohabitent, c'est la police qui est en première ligne et la moindre erreur signifie la mort. Un policier de New York interrogé par une commission d'enquête sur la violence résumait la crainte générale éprouvée par les policiers, tout simplement : « Naturellement, j'ai peur. Tous les policiers ont peur. Nous ne savons jamais comment les choses vont tourner là-bas. Cet endroit est un véritable baril de poudre. Vous ne savez même pas si en mettant la main au collet d'un gamin noir, vous n'allez pas déclencher une émeute. »

De même, la police peut faire très peu pour améliorer les causes à la base des manifestations politiques et estudiantines. La plupart des demandes de manifestants - leadership politique et moral, la paix et la réforme des universités - se situent au-delà de la juridiction de la police. Mais lorsque les manifestants sont aux prises avec la police, la manifestation devient un problème de police.

De plus, ces manifestations posent un problème peu commun au policier. Bien que les policiers soient connus comme des agents responsables de l'ordre public, le sociologue fait une distinction entre le rôle du patrouilleur comme « gardien de la paix » chargé uniquement de maintenir l'ordre public (Banton, 1964) et le rôle du policier comme détective dont la tâche consiste à faire respecter la loi. En tant que gardien de la paix, le patrouilleur fait habituellement face à ses responsabilités en « oubliant » les menus larcins, l'ivresse publique, les troubles mineurs de l'ordre public, les agressions et les dommages prémédités à la propriété. « La tendance normale chez le policier », écrit James Q. Wilson (1968, p. 48) « est d'appliquer au minimum la loi ».

Cependant, dans les cas de manifestations, la police se trouve exposée à l'attention du public, et, très souvent, elle est acculée à une situation impossible où elle doit agir comme substitut à la mise en vigueur des réformes politiques et sociales. On ne devrait dès lors éprouver aucune surprise de les voir faire face à cette situation en passant leur rage sur les « causes » les plus évidentes de leurs difficultés et qui sont à leur portée, soit les Noirs, les étudiants et les manifestants. La retenue, la compassion et le détachement professionnels dont les policiers font fréquemment preuve sont des comportements très estimables. Néanmoins, sous l'effet de la pression et de la provocation, les forces policières peuvent poser des problèmes sociaux sérieux.

D. La police et sa perception des manifestations et des manifestants

[Retour à la table des matières](#)

Devant faire face aux pressions croissantes qui sont inhérentes à leur tâche, les policiers ont naturellement cherché à comprendre le pourquoi des choses. L'explication plausible que la police a retenue, à quelques exceptions près, constitue une vue relativement cohérente des manifestations actuelles et de leurs causes. Les différentes propositions qui ont contribué à cette vue n'ont jamais été rendues publiques, ni commentées, mais elles transpirent des documents officiels de la police.

Ces vues tendent à justifier - en vérité, elles suggèrent une stratégie pour résoudre le problème des manifestations et des manifestants. Comme toute vue cohérente des événements, elle permet à la police de décider de l'action à entreprendre et de comprendre ce qu'elle a accompli. Mais il faut également dire que les vues de la police rendent le maintien de la paix difficile et augmentent les possibilités de violence. En outre, l'attitude adoptée par la police envers les manifestations et les manifestants aboutit souvent à une conduite qui n'est pas en accord avec l'idéal démocratique de la liberté de parole et d'expression politique. Ainsi, la police considère souvent la protestation comme une in-

trusion plutôt qu'une contribution à nos méthodes politiques. Dans le cas le plus extrême, cela peut conduire à traiter le droit politique fondamental de la dissidence de la même manière qu'une obstruction gênante de la circulation, ou qu'une activité subversive, ou les deux.

1. L'opinion qui considère l'homme comme une « pomme pourrie »

[Retour à la table des matières](#)

Sur quoi repose l'opinion de la police ? Une hypothèse significative est ce qui peut être le mieux décrit comme la théorie de la « pomme pourrie » de la nature humaine. Bien entendu, une telle théorie de la nature humaine n'est pas seulement celle de la police et elle est largement répandue dans notre société. Beaucoup de ceux envers lesquels la police est responsable, partagent cette théorie de la « pomme pourrie », et cela complique le problème pour de nombreuses raisons.

En vertu de cette doctrine, le crime et le désordre sont principalement imputables aux intentions d'individus portés au mal. La conduite humaine va au-delà des expériences passées, de la culture, de la société et d'autres forces externes, et devra être comprise en tant que mauvais choix fait à dessein. Il est significatif, et contraire à tous les enseignements des sciences du comportement humain, que des facteurs sociaux tels que la pauvreté, la discrimination, les logements insuffisants et d'autres encore, soient exclus de l'analyse. Ainsi qu'un policier le déclarait : « Ce n'est pas la pauvreté qui cause le crime, mais bien les gens. »

L'opinion qui consiste à considérer la nature humaine comme une « pomme pourrie », met le policier en désaccord avec les aspirations et les buts recherchés par les nombreux groupes dont il doit assurer la sécurité. Par exemple, la police relègue souvent les réformes sociales au rang de « sollicitude envers des criminels » ou, dans le cas des récents programmes concernant les ghettos, accuse les autorités de « céder » à la pression des perturbateurs de la paix. En outre, taudis qu'el-

les nient que les facteurs sociaux peuvent être à l'origine d'une conduite criminelle, la police et les publications de police dénoncent, de façon plutôt contradictoire, les programmes d'assistance sociale comme étant non pas hors de propos, mais aussi nuisibles, car ils détruisent l'initiative humaine. Cette attitude négative vis-à-vis des objectifs des communautés policées ne peut que rendre la situation, aussi bien de la police que de ses administrés, plus difficile et explosive. Par conséquent, la communauté noire considère la police non seulement comme le représentant d'une société blanche étrangère, mais comme une organisation qui préconise également des positions fondamentalement en opposition avec ses propres aspirations.

Une tension similaire existe parfois entre la police et les hautes autorités municipales d'une part, et les représentants de la presse d'autre part. Du moment où de telles personnes reconnaissent le rôle que les facteurs sociaux jouent dans le crime et approuvent les réformes sociales, la police les considère comme « cédant sous la pression » et « refusant leur appui à la police ».

Souvent, plusieurs théories secondaires accompagnent le point de vue de la « pomme pourrie ». Ces théories sont aussi largement répandues dans notre société. Tout d'abord, la police attribue dans une large mesure l'accroissement actuel du crime au fait que les gens se détournent de la religion traditionnelle, et elle craint que cela n'entraîne rapidement une crise morale. Et pourtant, il existe des preuves récentes établissant que la croyance religieuse des gens et leur participation aux services religieux ne réduisent ou n'augmentent en aucune manière leurs penchants au crime.

Par ailleurs, l'éducation tolérante des enfants est la principale cible de la philosophie actuelle de la police. Plusieurs policiers considèrent que cette éducation a produit une génération qui « s' imagine qu'elle peut tout obtenir par des vociférations ». En fait, un policier interrogé récemment justifia l'usage de la force physique sur les délinquants comme un châtiment correctif pour le manque de discipline de leur enfance. « Si leurs parents les avaient battus quand ils étaient enfants, ils seraient honnêtes maintenant. À présent, nous devons les dresser. » Bien que des témoignages plus récents aient révélé que les étudiants qui s'occupent le plus des problèmes sociaux et sont les plus actifs

dans les mouvements de protestation, ont été élevés dans des foyers plus « tolérants », selon la « définition » de la police, que ceux qui ne s'intéressent pas à toutes ces questions, il ne s'ensuit pas que la « tolérance » conduit automatiquement au crime. Au contraire, l'évidence suggère fortement que les personnes qui subissent des châtiments corporels sévères durant leur enfance sont plus enclins à agir de manière agressive à l'âge adulte.

La police tend également à considérer les différences ou particularités parfaitement légales ou légitimes, tels les hommes portant les cheveux longs, non seulement avec une profonde aversion, mais comme un pas vers une criminalité latente. Lors d'un déjeuner organisé par la Conférence internationale des associations de police, le patrouilleur Georges Suber de Los Angeles déclarait : « Vous savez comment les choses se passent aujourd'hui, pourtant les femmes seront toujours des femmes, et les hommes des hommes ! J'ai eu des ennuis avec l'un d'entre eux. Je l'ai arrêté sur l'autoroute après une poursuite à 100 milles à l'heure... Il avait les cheveux jusqu'aux épaules. Je lui ai dit, j'ai un fils qui a à peu près votre âge et si vous étiez mon fils, je ferais deux choses. - Oh ! dit-il, et quoi donc ? - Je lui donnerais un coup de pied au derrière et je lui dirais d'aller se faire couper les cheveux. - Oh ! vous n'aimez pas mes cheveux ? - Non, lui dis-je, vous ressemblez à un sauvage. Sur ces paroles, il se mit très en colère. J'ai dû me battre avec lui pour le maîtriser » (*Washington Post*, 15 décembre 1969).

La dissidence est considérée avec à peu près autant de suspicion que l'infraction à la loi elle-même. Par ailleurs, la police apprécie le familier, l'ordinaire, le *statu quo*, beaucoup plus que les changements sociaux. Ces sentiments mettent la police en opposition avec les communautés dissidentes avec lesquelles elle a de fréquents contacts et diminuent sa capacité à apprécier les raisons de toute dissension, changement ou toute forme de conduite sociale innovatrice.

2. Explication des protestations de masse

[Retour à la table des matières](#)

Il serait difficile de trouver des documents de police qui reconnaissent que l'imperfection des institutions sociales est à l'origine du mécontentement qui règne parmi de nombreux éléments de la société américaine. En outre, les protestations organisées sont de plus en plus considérées comme étant le produit d'une conspiration organisée par des agitateurs extrémistes, habituellement des « communistes », qui induisent en erreur des gens qui sont satisfaits par ailleurs. D'un examen systématique des documents de police et des déclarations faites par les autorités chargées d'appliquer la loi, allant du directeur du Bureau fédéral des investigations (F.B.I.) jusqu'au simple agent de police, un thème commun ressort : la police analyse les protestations de masse en fonction de la recherche des « meneurs ». Une fois encore, voici une optique et une approche largement répandues dans notre société.

Une telle attitude a des conséquences sérieuses. La police a tendance à considérer les protestations comme une mauvaise action illégitime, et non comme une dissidence légitime contre des politiques et des pratiques qui pourraient être injustes. La police est obligatoirement hostile à toute action illégitime, et la diminution des protestations semble devenir son objectif principal. Une telle attitude aboutit à un accroissement et non pas à une diminution de la violence. Et le cercle d'hostilité va croissant.

3. Le rôle de la police

L'importance de la police dans le cadre de notre appareil judiciaire peut difficilement être surestimée. Les policiers sont les exécutants de l'ordre juridique auprès de la population. En vérité, pour beaucoup de gens, ils représentent l'unique intermédiaire avec le système judiciaire. En outre, la police est autorisée à faire appel à la force, même à une force extrême. Et enfin, la police prend des décisions dont la justifica-

tion n'est pas évidente. La nature de sa tâche permet d'user d'une discrétion qui ne sera pas contestée par les autorités supérieures. La manière d'appliquer la loi varie d'un endroit à l'autre et souvent il existe un manque de formalisme (Wilson, 1968). Fréquemment, l'action du policier est assimilée à la loi, et cette perception n'est pas inexacte (Lafave, 1965 ; Skolnick, 1966 ; Wilson, 1968).

Par la même occasion, et parce que c'est un agent chargé d'appliquer la loi, le policier est supposé faire preuve de neutralité dans l'application du droit criminel, respecter les normes de la procédure en bonne et due forme, et être responsable envers les autorités supérieures. Le concept du professionnalisme de la police implique la discipline additionnelle qu'une profession impose, et bien que la police n'ait pas encore réalisé toutes ces normes, il serait utile d'en mentionner quelques-unes.

Par exemple, on attend d'un groupe professionnel qu'il ait des connaissances spécialisées et un niveau élevé d'éducation, de formation, de talent et d'expérience. Le groupe de ses pairs devrait faire respecter ces normes et un certain contrôle devrait être même exercé par l'État (ainsi que c'est le cas, par exemple, pour les médecins et les avocats).

Cependant, ce qui complique les choses, c'est la manière dont le policier conçoit sa tâche, car elle peut être en contradiction avec ce qui est attendu et exigé de lui. Par exemple, le policier se considère comme un expert dans l'art d'arrêter les personnes coupables d'un délit. Comme les coupables doivent être punis, il est souvent irrité (et pourrait ne pas s'y conformer) par les règles de la procédure normale, les considérant comme un obstacle administratif. Également, lorsqu'un agent de police arrête un suspect, il a déjà, plus que probablement, décidé que cette personne est coupable. Ainsi, il peut lui paraître déraisonnable de devoir placer le suspect dans un système judiciaire qui présume l'innocence. De plus, il existe une tendance à passer de cette position à celle où l'on confond « la loi » et « la police ». Fogelson (1968, p. 226) a noté ce qui suit :

En pratique, la police considère la force excessive comme une arme spéciale, mais non extraordinaire, pour combattre le crime. Elle l'utilise pour

punir les suspects qui sont, en apparence, coupables, mais peu probablement condamnés ; également, pour forcer un certain respect dans les communautés où la présence d'un policier est regardée avec ressentiment, sinon avec haine. Et elle justifie le recours à la force par l'excuse que tout civil, et en particulier un Noir, qui éveillerait ses soupçons ou agirait avec un manque de respect, n'a plus droit aux mêmes prérogatives qu'un citoyen qui respecte la loi.

Ainsi, le policier a beaucoup plus tendance à se concentrer sur le maintien de l'ordre que sur la légalité de ses actes, et à développer une conception spéciale de ce qui est illégal.

E. Activisme et politisation de la police : un aperçu

[Retour à la table des matières](#)

Les ressources insuffisantes dont dispose la police, et l'opinion qui attribue toute agitation « aux mécontents » qui « mènent » illégalement les foules, ajoutées aux tensions croissantes qui font normalement partie de la tâche d'un policier, provoquent une frustration croissante parmi les policiers. Et cette frustration continue à prendre de l'ampleur du fait que les policiers s'aperçoivent que les hauts fonctionnaires de la police et du gouvernement, ainsi que les tribunaux, n'acceptent pas leur optique d'action sociale (qui consiste, par exemple, à « lâcher les rênes » de la police), et encore moins à leur accorder une compensation financière suffisante et le matériel dont ils ont besoin. En conséquence, les policiers sont devenus plus militants dans leurs vues et dans leurs exigences, et tout récemment cet esprit militant a été à l'origine de leurs actions, parfois violentes. En menaçant de faire des grèves illégales, en exerçant des pressions politiques et en s'organisant politiquement, les forces policières réclament un nouveau statut.

Cet activisme et cette politisation reposent sur la structure d'une organisation déjà en place : les associations, les fraternités, les organismes sociaux. Ces organisations, en particulier les associations qui à

l'origine se consacraient uniquement à obtenir des augmentations de salaires et des avantages sociaux, sont devenues plus puissantes. La Fraternité de la police aux États-Unis a actuellement 130 000 membres répartis dans trente-sept États. De plus, ces organisations ont commencé à désobéir et à défier l'autorité des cadres de la police, des gouvernements municipaux et des tribunaux, et à pénétrer dans l'arène politique comme un groupe organisé et militant.

De tels développements mettent en danger la longue tradition américaine d'application impartiale de la loi et rendent l'étude des « protestations de la police » indispensable pour comprendre la réaction de la police devant les protestations de masse. En outre, les nombreuses manifestations de cet activisme de la police font que la police, elle-même, est en conflit avec l'ordre juridique. Les policiers peuvent être appelés à agir d'une manière incompatible avec leur rôle dans le cadre de l'ordre juridique, ou même illégalement. Et pourtant, la majeure partie de cette activité est exercée au nom de l'ordre public.

Les problèmes croissants de la police posés par l'activisme et la politisation deviendront à certains moments particulièrement difficiles et complexes, du fait de la tension qui existe entre notre idée de la libre expression et certaines des exigences que nous devons avoir à l'égard de la police. Le rôle de la police dans une société démocratique place, cependant, des limites spéciales sur l'activisme de la police, et bien que les limites exactes soient difficiles à définir, l'activisme de la police a dépassé à plusieurs égards les limites raisonnables. Il est important de noter à présent que tout ce que nous considérons comme devant être la manière normale de se comporter de la police est, ou devrait être, incorporé dans des statuts, des règlements ou des décisions de tribunaux. Nous pouvons nous attendre à ce que la police agisse d'une manière impossible à définir en termes de légalité et d'illégalité. Les questions qui sont soulevées ne sont pas nécessairement des « questions d'ordre juridique », sauf lorsqu'elles affectent le système judiciaire.

De plus, même dans les cas où des questions juridiques sont en cause, on ne pourra jamais trop insister sur le fait que la solution des problèmes ne réside pas uniquement dans « l'application sévère » de la loi : les solutions des problèmes se trouvent nécessairement dans une

action en profondeur. De même, il est important de comprendre que les tribunaux ne peuvent être, en fait, que des générateurs d'idéaux. Le véritable problème ne surgit qu'au moment de mettre au point des moyens pour introduire ces idéaux dans la structure administrative de l'organisation de la police. Affirmer que les tribunaux sont un moyen efficace pour contrôler l'inconduite de la police, c'est souvent ignorer cette inconduite à cause de notre désir de proclamer que nos procédures judiciaires sont adéquates.

F. L'analogie avec l'armée

[Retour à la table des matières](#)

L'action politique de la police soulève de sérieux problèmes, outre sa contribution à des formes plus radicales d'activisme policier. Tout d'abord, exception faite de l'armée, la police a pratiquement le monopole de l'usage légal de la force au sein de notre société. Précisément pour cette raison, les États-Unis ont une tradition de prudence en ce qui concerne la politisation de ses forces armées, et ainsi autant la loi que les coutumes, restreignent les activités politiques des membres des forces armées. Évidemment, les mêmes considérations s'appliquent à la police.

Dans un sens, la police représente une source d'inquiétude latente encore plus grande que les forces armées, du fait qu'elle est en contact étroit avec le fonctionnement journalier de l'appareil politique et de son interaction fréquente avec la population. Ces facteurs font, de l'abus des pouvoirs politiques par la police, une possibilité imminente. Par exemple, les affiches collées sur les pare-chocs des voitures de police, les slogans politiques à la boutonnière des uniformes, les contraventions injustes infligées aux adversaires politiques, et d'autres contacts du même genre avec les citoyens, sont autant de moyens de transmission rapide d'un message politique.

Un second facteur, qui a été à l'origine des restrictions en ce qui concerne les membres des forces armées, est la crainte que la libre expression politique, si elle était adoptée en tant que principe, pourrait

en pratique conduire à la coercition politique au sein de l'armée. Le contrôle des promotions et de l'action disciplinaire pourrait rendre la coercition possible, et une pression pourrait être exercée sur les membres de grade inférieur afin qu'ils adoptent, contribuent et travaillent pour une cause politique en particulier. Ainsi, une fois de plus, le contrôle (et parfois l'interdiction) de certaines activités politiques a été établi. Par exemple, il est interdit aux officiers supérieurs de solliciter des fonds de leurs subordonnés et l'exercice de nombreuses activités politiques est défendue en service ou lors du port de l'uniforme. Les mêmes contraintes s'appliquent également à la police.

G. L'analogie judiciaire

[Retour à la table des matières](#)

Même si la coercition de la population (ou des autres membres de l'armée) n'existe pas en fait, la politisation de la police peut créer une apparence de tels abus. Cela peut affecter le processus politique, causer une hostilité envers la police et un manque de respect à l'égard de l'appareil judiciaire et politique.

En outre, toutes les activités d'une campagne électorale dans lesquelles ils seraient engagés, pour eux-mêmes ou pour d'autres, tendraient à faire paraître la fonction de la police comme étant motivée politiquement et n'étant plus neutre. Comme la fonction de la police représente, pour beaucoup de gens, une partie intégrante et centrale de l'appareil juridique, la politisation apparente ou réelle de la police communiquerait cette sensibilisation à l'ensemble du système judiciaire. Une telle sensibilisation à la politisation serait contraire à la conviction de la société que le système devrait être neutre et non politique. Une telle situation aurait, naturellement, des conséquences défavorables qui ébranleraient la confiance dans le système judiciaire et dans sa capacité à résoudre les litiges d'une manière pacifique. Et ceci est d'autant plus vrai en ce qui concerne les groupes d'étudiants, de protestataires contre la guerre et la ségrégation, qu'ils sentent que la politique de la police est absolument hostile à leurs propres aspirations et qu'ils sont sous la surveillance de la police. En outre, l'appareil ju-

diciaire serait à son tour expose a des pressions politiques beaucoup plus puissantes qu'à l'heure actuelle.

Ainsi, bien que la situation des membres de la police présente une analogie avec les autres fonctionnaires de l'État ou les membres des forces armées, elle montre aussi, peut-être de manière encore plus importante, une analogie avec les membres du système judiciaire. Chacun interprète l'ordre juridique et impose les lois à la population, et les actes des uns et des autres sont supposés être neutres et non politiques. Dans le cadre du système judiciaire, il existe une forte tradition qui préserve ses membres d'intervention sur l'arène politique en raison de crainte que leur engagement entraverait le cours normal de la justice.

Il serait utile à ce propos d'expliquer combien les normes de la société américaine sont puissantes en ce qui concerne la conduite judiciaire et de souligner que ces normes exigent souvent une conduite plus élevée que ce qui est prévu légalement. Par exemple, même quand les juges se présentent pour être réélus, il est clairement établi que l'élection ne devra pas être politique dans le sens habituel. De plus, à différentes époques de l'histoire des États-Unis, il y a eu un malaise public concernant les juges de la Cour suprême qui conseillaient les présidents des États-Unis. Plus à propos est le fait que bien que des juges aient parfois conseillé officieusement des présidents, il aurait été impensable de les voir partir en tournée électorale, ou de s'engager ouvertement dans une activité politique, pour le compte de ces mêmes présidents.

Des porte-parole de la police, faisant le bilan de leur profession, ont conclu qu'ils avaient besoin de plus d'argent et de personnel, et de moins d'ingérence de la part du gouvernement municipal et des tribunaux. Mais cette dernière recommandation a été mal interprétée et ce qui précède n'est pas suffisamment explicite. Ce qui est nécessaire, c'est de promouvoir une transformation complète de la culture de la police en engageant, par exemple, des personnes de provenances diverses et en leur assurant une meilleure formation.

L'établissement d'une académie nationale de service social représenterait un grand pas dans la transformation de la culture de la police. Cette académie devrait être gouvernée par un comité indépendant dont

les membres seraient choisis pour leur position éminente dans des domaines tels que la criminologie, la sociologie et la psychologie (d'une manière analogue, par exemple, à celle utilisée pour le choix des membres du Conseil national de sciences).

Comme les académies militaires, cette institution assurerait une éducation supérieure gratuite aux futurs membres de la police, aux travailleurs sociaux et aux spécialistes urbains qui, après avoir obtenu leur diplôme, travailleraient pendant un minimum de trois ou quatre ans dans la spécialité qu'ils auraient choisie. Des internats seraient organisés durant un ou deux étés, et les diplômés de la police seraient, sans nul doute, considérés comme étant qualifiés pour servir aux niveaux supérieurs des services de la police. L'académie fournirait au futur policier une occasion d'acquérir une éducation équivalente à celle dispensée dans un collège. De plus, elle attirerait vers la police des gens de tous les milieux et niveaux d'éducation, et elle aiderait à assurer la souplesse désirable de la « culture » dominante de la police. Cette suggestion pourrait également s'appliquer aux universités existantes au moyen d'un programme à financement fédéral, de bourses d'études et de prêts à des personnes qui prendraient l'engagement de se consacrer pour une période donnée à la police, l'assistance sociale ou l'activité urbaine, après avoir obtenu leur diplôme (ou de renoncer aux prêts de l'enseignement qu'elles pourraient avoir en faveur de personnes qui entreprendraient, en fait, de telles activités).

Parallèlement à la création de l'académie de service social, un système d'engagement latéral dans les services de police devrait être développé. Ceci a été recommandé à maintes reprises dans le passé (commission Katzenbach, États-Unis, 1967) et nous ne pouvons qu'insister pour qu'un programme fédéral soit mis au point pour arriver à cette fin. Généralement parlant, dans tout le pays, un département de police ne peut pas engager un membre d'un autre département de police à moins que cet homme ne consente à recommencer au bas de l'échelle. Une exception est faite uniquement en faveur des chefs de police. La situation est analogue à celle d'une corporation qui comble ses postes de direction uniquement par des personnes qui ont commencé leur carrière dans cette corporation. On peut s'imaginer combien la scène corporative serait triste si cette philosophie représentait la règle fondamentale et inébranlable pour l'engagement du personnel.

C'est pourtant là la situation qui prévaut dans la plupart des départements de police.

L'ensemble de ces deux programmes se traduirait, sans doute, par une augmentation de salaire pour les policiers. L'engagement latéral tendrait, en raison des conditions du marché, à encourager la hausse des salaires ; l'entrée des recrues formées à l'académie sur le marché du travail aurait le même effet. La qualité des hommes et la formation que nous envisageons feraient beaucoup pour la création d'une police de métier, dans toute l'acception du terme. En nous rapprochant de cet objectif, l'accroissement sensible des salaires payés dans la police deviendrait nécessaire et désirable, et ces augmentations devraient largement dépasser les 10 ou 15 pour cent habituellement offerts.

L'effet de ces changements ne se fera sentir cependant que sur une période de dix ans peut-être. Un programme à court terme est néanmoins nécessaire pour résoudre les problèmes qui viennent d'être exposés. Il existe plusieurs possibilités. Tout d'abord, le manque de personnel de la police est dû en partie à un problème de définition. Certaines des fonctions remplies actuellement par la police, tel le contrôle de la circulation, pourraient être confiées à d'autres fonctionnaires. D'autres auteurs et commissions ont recommandé une telle redéfinition de la « fonction de police », et nous sommes d'accord avec eux.

La définition du « crime » nécessite également un nouvel examen. Notre monde n'est certes pas le meilleur des mondes, et les ressources sont limitées. Ainsi, même en ne tenant pas compte du débat philosophique sur la législation dans le domaine de la « moralité privée », une répartition rationnelle des ressources de la police pourrait bien soustraire une certaine conduite à l'application du droit criminel (Packer, 1968). Non seulement une telle action libérerait les ressources de la police pour des tâches plus importantes, mais elle supprimerait une des sources de corruption de la police et le manque de respect du public envers la loi.

Des procédures institutionnalisées pour réparer les torts faits par des policiers aux citoyens sont devenues chose urgente, en particulier dans les grandes villes. Il est évident que pour que l'appareil soit efficace, il devra être indépendant de toute agence gouvernementale et

reconnu comme étant efficace. En théorie, la police devrait être exclue d'un tel traitement, mais il est impératif, en pratique, qu'elle y soit incluse.

Enfin, si l'ordre doit être assuré dans les communautés d'une manière adéquate - et ce concept exige l'acceptation de la police de qualité par la communauté - alors le principe du contrôle de la police par la communauté semble inévitable. Le contrôle local de la police est une institution assez bien établie dans les faubourgs, et cela pourrait bien être une nécessité pour les villes centrales. Nous reconnaissons que l'exécution de cette politique est une affaire complexe, et que certains types de plan seront nécessaires pour les différentes situations urbaines, et que d'autres types de contrôle sont désirables pour les diverses fonctions de police.

Nous croyons, cependant, que le principe est sain et que des possibilités devraient être mises au point en vue de leur application. Ce qui est important c'est que pour pouvoir contenir, aussi bien les crimes que les protestations et la violence collective, les membres de la police ne devraient pas être recrutés dans des milieux sociaux qui puissent éveiller l'antagonisme de ceux qui sont sous le contrôle de la police. Les commissaires de la nouvelle police anglaise ont fait preuve d'une grande prescience à cet effet, en 1829. Voici comment Critchley (1967, p. 52) décrivait leur politique : « Parmi le flot de demandes qui arrivaient à Scotland Yard, celles qui émanaient des militaires de grade supérieur et des hommes ayant une position élevée dans le gouvernement étaient généralement écartées. Depuis le début, la police devait être un corps homogène et démocratique, en accord avec le peuple, comprenant le peuple, appartenant au peuple, et tirant sa force du peuple. »

IV. CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Phénomène de tous les temps, la violence collective prend de plus en plus d'ampleur dans nos sociétés modernes. Face aux groupes qui contestent, manifestent et transgressent souvent les lois, la police devient l'instrument de contrôle de ces groupes et du maintien de l'ordre.

Comment se définit cette violence sociale dans nos sociétés actuelles ? Comment la police y répond-elle et comment se définit-elle face à ces mouvements contestataires et face à l'État contesté dont elle est tributaire ? Voilà les grands points d'interrogation qui furent discutés à l'atelier « Police et violence collective ».

A. Notion de violence collective

1. Définition du phénomène « violence collective »

Conception relativiste. - La Commission d'enquête sur la violence aux États-Unis (États-Unis, 1969) a défini la violence comme tout dommage ou attaque contre les personnes ou contre les biens, et comme toute perturbation de l'ordre social. Cette notion s'avère très large puisque beaucoup de mouvements de protestation (ex. Gandhi) sont non violents, mais perturbent tout de même l'ordre social.

Il semble plutôt difficile de définir cette notion en fonction de sous-groupes violents et d'autres non violents. En effet, la violence est partout : nous vivons dans une société de violence. Ainsi lorsque le président Johnson des États-Unis a institué la Commission d'enquête sur les causes et les mesures préventives contre la violence, il n'a pas spécifié qui étaient les violents qu'il voulait combattre. Mais de toute évidence, il n'avait pas à l'esprit ceux qui anéantissent les villages vietnamiens.

Il faut donc situer la notion de violence dans sa perspective relativiste : la violence est une étiquette négative qui vise à défavoriser un groupe à qui on applique cette étiquette avec succès. Il faut aussi constater que des autorités ou groupes en place qui possèdent des ressources considérables peuvent se permettre plus facilement d'attribuer cette étiquette à des groupes opposants. Par leur position stratégique de gouvernants et de législateurs, ils ont toute facilité pour qualifier la conduite d'autrui comme « violente ».

Il faut cependant être conscient également de la violence du système lui-même, violence d'autant plus dangereuse qu'elle se fait sous le couvert du respect de la loi et qu'elle est souvent invisible, cachée. Mais ce type de violence qu'on peut nommer violence psychologique a fréquemment un effet de destruction dont on ignore la portée et les conséquences.

Dans le cadre de notre présent développement, il convient de restreindre quelque peu l'étendue de cette définition de violence. On s'attache surtout à l'étude d'un comportement collectif violent défini par une organisation politique existante, où l'on a l'État et le comportement criminel bien déterminés, puisque c'est dans ce cadre que se situe l'action policière. Il ne s'agit pas, en effet, de développer les problèmes d'étude de la violence en général, mais bien d'un mode spécifique de violence, soit la violence collective comme moyen de protestation publique.

Notion de légitimité c. légalité. - Cependant, les divers mouvements de protestation qui développent des moyens d'action violents considèrent cette violence légitimée par la violence même du système qui est contesté et que l'on ne peut nier, ni même écarter. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné, la violence est une donnée de base de toute organisation sociale : elle n'est pas la propriété des groupes de contestation.

L'usage de la violence doit être situé dans sa perspective de rapport de forces entre groupes sociaux, plus fréquemment entre les dirigeants ou responsables du système et les groupes contestataires de ce sys-

tème. Le cœur du problème est alors celui de la légitimité de la violence.

Cette notion de légitimité doit être distinguée de celle de légalité. En effet, une partie des forces en présence la définit, établit les règles de la violence et cherche à utiliser cette légalité pour légitimer sa propre violence face aux groupes contestataires qu'elle veut réprimer.

Il faut donc dépasser la notion de légalité : il faut poser la question de la légitimité de la violence des groupes, puisque ces mêmes groupes contestent la légitimité du système établi, érigé en loi par les détenteurs du pouvoir dans ledit système. Ainsi, si on accepte la légitimité de la résistance violente face au régime nazi (allemand de jadis), quelle doit être notre attitude quant à la légitimité de leur action face aux groupes de protestation contre la guerre au Viet-Nam.

Dans ce rapport de forces entre groupes protestataires et système en place, chacune des parties cherche à légitimer sa propre violence et à appliquer l'étiquette négative à l'autre groupe. Et chacun, dans ce processus, se réfère à un ensemble témoin : l'opinion publique. Le public, la population générale devient en effet le point de référence qui permet d'établir la légitimité de l'action entreprise.

D'une part, les groupes contestataires se présentent comme la voix des minorités opprimées qui ne peuvent trouver place dans le système existant, alors que les autorités du système ou leurs représentants, en l'occurrence la police, justifient leur action au nom de la majorité silencieuse. Il y a donc un point d'étude criminologique important à ce niveau, à savoir : dégager les attitudes profondes de la population, tant face aux changements sociaux que face aux organisations sociales, et notamment le système de justice. Il ne s'agit pas ici d'un sondage d'opinion en temps de crise, mais plutôt de la recherche des constantes d'attitudes qui permettent de prévoir la prise de position définitive en période de conflit. Dans la deuxième partie, nous avons présenté l'hypothèse d'un continuum des attitudes de l'opinion publique face aux événements de contestation collective, qui permet d'établir cinq niveaux d'attitudes : conformistes moralistes, ritualistes et personnalistes d'une part, et réformistes et révolutionnaires d'autre part.

Il faut cependant se rappeler que malgré la légitimisation subjective qui peut être apportée à la violence collective, celle-ci vient néanmoins violer les droits d'un bon nombre de personnes. Il est, en effet, plus facile d'établir la légalité de la violence des groupes de protestation.

Ce mode de contestation collective est un droit acquis. Certaines lois antimanifestations furent déclarées illégales. Cependant, tout exercice des droits doit être discipliné : doit-on réglementer ce droit ? Et comment doit-on le faire ? Car, s'il y a le droit du public à s'exprimer, à manifester collectivement, il y a aussi le droit du public opprimé, qu'il appartient également à la justice de faire valoir. Voilà un problème auquel font face les policiers : « Quel degré d'anarchie la population est disposée à accepter ? Quelles libertés individuelles la société est prête à sacrifier ?

2. Contexte social

[Retour à la table des matières](#)

Ces notions de légalité et de légitimité de la violence ne peuvent évidemment se définir dans l'absolu de façon arbitraire. Elles n'ont de sens que dans le cadre concret du milieu social où l'action violente prend place. Il importe alors de distinguer le contexte ou climat social d'une société selon que l'on est dans une société avec pouvoir étatique bien établi ou que l'on se trouve dans un système en voie de transition, de changement.

Ainsi, dans un système établi, fort, il existe un certain consensus populaire de satisfaction sociale que l'on ne peut retrouver lorsque le système est en état de transition. Dans ce dernier cas, on tend à délaisser le système passé, mais sans toujours pouvoir bien préciser ce que sera celui de demain. Dans la première situation, l'État stable peut aisément contrôler la violence d'autrui et légitimer plus facilement sa propre violence. Dans la seconde, la confusion même quant à l'orientation future du système et la fragilité des rapports de force entre groupes sociaux pose de façon totalement différente le problème de légitimisation de la violence pour chacun des groupes confrontés ; ce

problème est d'autant plus aigu que l'unanimité populaire caractérisant la première situation est, dans la seconde, impossible. Chacun peut alors trouver appui à sa propre violence.

Dans cette perspective, on peut comprendre l'éclatement de violence dans nos sociétés contemporaines : en effet, nous vivons dans une société où tout change de plus en plus rapidement, une société de plus en plus marquée par le pluralisme des groupes sociaux et des idéologies véhiculées par ces groupes. De plus, la croissance des media d'information et de communication permet à des groupes à orientation parallèle de s'unir et de se renforcer sur une base beaucoup plus que locale, voire plus que nationale. Ainsi, il n'est pas rare de voir des groupes contestataires québécois s'associer à des mouvements de contestation des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et même à des mouvements américains ; il n'est pas rare d'entendre parler de mouvements contestataires internationaux, de solidarité internationale, etc.

D'autre part, si la violence prend un sens différent selon le contexte social du moment, il faut constater qu'elle y joue également un rôle différent. En effet, la violence amène parfois une évolution sociale ; son but est désirable. Par contre, elle amène quelquefois la répression, et il y a alors recul. La violence collective a donc un aspect créateur, provocateur de changement et d'évolution sociale. Il y a, en effet, aujourd'hui beaucoup de groupes sociaux respectables qui, dans le passé, ont utilisé la violence (notons entre autres l'histoire du mouvement ouvrier) et qui ont fait l'objet d'amnistie. Dans ces cas, la façon de traiter un groupe contestataire dans le futur relève moins de la valeur morale de ce groupe et de ses buts que du rapport de pouvoir établi après la période de violence.

3. Buts de la violence collective

[Retour à la table des matières](#)

Il est possible d'établir trois formes de situations violentes où les buts sont alors différents :

a) *Violence spontanée* : elle naît d'une situation de conflit immédiat. Non recherchée par les participants, elle a souvent un caractère

apolitique et même informel. C'est le cas notamment d'explosion de violence lors d'événements sportifs par les partisans des équipes, échauffés par la passion du jeu.

b) Violence instrumentale : elle naît souvent d'une situation de conflits entre deux parties dont l'une développe des moyens violents en réponse à une provocation de la part de l'autre. On peut illustrer ce point par les exemples de violence sur les lignes de piquetage qui apparaissent lorsque les grévistes sont confrontés à un groupe dissident ou à l'employeur qui veut briser cette ligne de piquetage.

c) Violence politique : la violence s'inscrit ici dans un mouvement de contestation du système. Elle devient un moyen, plus extrême que d'autres, pour affirmer son opposition au système. Elle se légitimise par la non-reconnaissance de la légitimité du système lui-même, par le rejet de ses lois.

Notion de crime politique. - Puisque la violence s'inscrit pour les groupes contestataires dans le cadre d'un mouvement de revendication, voire de rébellion, plus généralisé que le simple but de destruction de l'acte lui-même, il nous apparaît important de faire une distinction entre crime politique ou idéologie, et crime conventionnel. En effet, les motifs, ou l'intention, d'un vol et ceux d'une manifestation sont totalement différents : si légalement il peut y avoir similarité d'action, ce sont toutefois deux phénomènes sociaux distincts.

Ainsi, le crime conventionnel est totalement rejeté par la société ; il faut sanctionner, arrêter son auteur. Il faut transformer la personne pour l'intégrer à la société, puisque son acte est le fruit d'une mésadaptation. Et jamais la société ne lui accordera ce qu'il comptait voler.

Par ailleurs, il y a double réaction au crime politique la société sera répressive si le système est puissant, bien établi, et s'il est appuyé sur un consensus populaire. Par contre, si le système est en voie de changement et si le groupe manifeste en faveur d'un changement, il est possible de trouver une réaction de compromis : il y aura une amnistie car ses demandes étaient justes. Ainsi, la société reconnaîtra le bien-fondé de l'objet de la protestation, telle une meilleure éducation, une

meilleure structure de travail, etc. La protestation a alors un rôle créateur ou catalyseur de changement.

Il apparaît donc important de garder cette distinction et d'en admettre l'existence réelle, puisque la réaction à ces deux phénomènes est différente. Il devient alors nécessaire de se pencher sur les motifs qui amènent le délit politique : le problème de la police et son manque de préparation à l'analyse de telles situations. Dans les délits conventionnels, on peut dégager les motifs classiques que l'on connaît, et qui se situent au niveau de l'individu ; par contre, on ne sait comment réagir face aux délits à idéologie politique.

Et la réaction conventionnelle habituellement employée s'avère inefficace. En effet, très souvent l'auteur de violence contre le système refuse et rejette totalement la légitimité du système en place qu'il attaque. Le motif n'est donc plus limité à l'acte lui-même : la réaction conventionnelle à l'acte seulement devient alors futile. Ne citons, que pour fins d'illustration, les poursuites judiciaires contre le F.L.Q. au Québec ou contre les Panthères noires aux États-Unis.

Il faut cependant être conscient que cette distinction, très valable en soi, devient peut-être factice sur le plan opérationnel. Trois remarques étayeront ce point de vue :

a) Il est de plus en plus difficile de faire une distinction, dans la pratique, entre le crime conventionnel et le crime politique : en effet, des groupes vont utiliser des crimes conventionnels à des fins politiques (ex. vol de banque pour renflouer le mouvement contestataire).

b) Le système va chercher à stigmatiser, à identifier négativement, les groupes violents en les classant comme criminels de « droit commun » plutôt que « politiques » avec un traitement particulier. Nous nous référons ici à la conception relativiste de la violence présentée précédemment, dont les juges de la violence (les responsables du système) font partie. Ainsi, on accole aux groupes contestataires une image criminelle afin d'édulcorer le rôle politique de la contestation.

c) La troisième difficulté à distinguer le crime politique du crime conventionnel est le refus des groupes eux-mêmes d'être traités autre-

ment que les criminels. En effet, pour eux, la façon de traiter la criminalité est à priori politique, et le sens politique de la violence, ou de la criminalité, est aussi valable pour les autres délinquants.

En bref, dans le contexte pratique, la distinction théorique énoncée plus haut s'avère souvent difficile à établir autrement qu'à posteriori, au niveau de l'étude sociale du phénomène.

L'utilité même de cette distinction dans la pratique est douteuse. En effet, lorsque le crime politique amène l'établissement de tribunaux d'exception, il en résulte souvent une sévérité plus grande, une justice de répression, voire même une justice « mascarade ». C'est aussi un danger qu'il faut éviter, bien qu'il nous semble parfois hypocrite de poursuivre des motifs politiques sur le plan du droit commun.

4. Groupes de violence : nécessité d'une typologie

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir défini le concept de violence, en tenant compte à la fois du contexte social et des buts poursuivis, nous avons surtout dégagé l'élément de violence politique issue de groupes contestataires, ou même parfois révolutionnaires. Puisque le centre de notre discussion est la violence collective, donc accomplie par des groupes, voire des masses d'individus engagés dans une action collective, il serait peut-être bon de cerner quelque peu la nature de ces groupes contestataires auxquels nous nous sommes référés.

Ainsi, nous projetons deux continuums, deux dimensions importantes de ces groupes, qui nous permettent certains regroupements. La première dimension est celle de la protestation : il existe une forme de protestation-adhésion qui vise à une ou des réformes à l'intérieur du système. À l'inverse, la protestation-antagonisme remet en cause l'ensemble de la société dans ses règles et ses structures. La seconde dimension est celle de la force, ou puissance du groupe contestataire.

D'où l'on peut obtenir le schéma suivant (voir la description détaillée dans la partie II de ce texte) :

	puissant	faible
adhésion	I	II
antagonisme	III	IV

Cette catégorisation des groupes nous apparaît comme un instrument d'analyse utile. Par contre, dans la pratique, dans une situation de manifestation, il est souvent impossible de cataloguer le groupe. Effectivement, les mouvements de contestation récents sont fréquemment marqués d'une très forte hétérogénéité des groupes qui y participent, chacun y manifestant pour ses revendications personnelles indépendamment du but central de la protestation.

Souvent la manifestation devait également, à l'origine, se dérouler dans le calme. Cependant, le cours des événements et la confrontation avec les forces policières, symbole du système contesté, provoquent la poussée de violence subite et spontanée.

La violence est généralement le résultat de l'interaction des forces en présence. La psychologie s'est depuis longtemps penchée sur le problème de la « psychose des foules », mettant particulièrement l'accent sur le phénomène de la rumeur qui peut provoquer, chez les participants, des comportements subits et souvent contradictoires. Or, dans une manifestation, contestataires et policiers sont deux groupes en présence, soumis aux mêmes phénomènes et souvent chargés de stéréotypes négatifs les uns envers les autres. Chacun perçoit l'autre comme l'ennemi, et l'agressivité et la violence se manifestent brusquement.

De plus, il se développe souvent une évolution négative des rapports entre les deux groupes, marquée par l'apparition de comportements violents de plus en plus féroces, des uns à l'égard des autres.

Cette dynamique de la violence est d'autant plus visible que la confrontation se prolonge dans le temps, comme ce fut le cas lors des événements de mai 1968 en France.

Devant ces phénomènes de contestation politique et de violence de plus en plus accentués dans les protestations de masse, il faut s'interroger profondément sur l'attitude de la police dans ces confrontations idéologiques, sur son rôle et les moyens à sa disposition face aux situations concrètes de violence collective.

B. La police face à la violence

[Retour à la table des matières](#)

Il a déjà été mentionné que, d'une manière générale, la violence collective est issue de l'affrontement des groupes sociaux visant à l'obtention de changements sociaux, voire à l'établissement d'un système nouveau, et des responsables du système en place, c'est-à-dire les gouvernements. Cette dernière partie cependant fait appel à la police, organisme de contrôle social, pour se préserver des attaques qu'elle subit. Quelle est ou quelle doit être l'attitude de la police dans ce conflit ? Quel doit être ou quel peut être son rôle dans les manifestations de masse avec ou sans violence ?

1. Position sociale

Nous avons une société de plus en plus pluraliste ; la police fait donc face à des situations de plus en plus changeantes. Les groupes qui souhaitent des changements sociaux, politiques ou autres, agiront différemment selon la conception qu'ils se font du système social. Pour certains, la seule forme de protestation est la violence ; pour d'autres, la violence constitue un incident possible lors des manifestations. De toute façon, la police se voit forcée d'accepter la sous-culture violente, car elle fait partie d'un système où il y a de la sous-culture violente. Son rôle à travers cela est de tenter de maintenir la paix. Mais en plus, la police doit agir dans le sens établi par le gouverne-

ment puisqu'elle est censée représenter la légitimité de la majorité. La police n'est donc pas un acteur autonome, d'autres la mettent en place.

2. Position politique

[Retour à la table des matières](#)

La police est un corps politique (puisque établie par le gouvernement), mais on ne donne pas au policier le droit de prendre une opinion politique. Certains ont exprimé la pensée qu'il serait idéal que le policier se dissocie du contenu politique et approche le problème des manifestations de façon apolitique. Que se passera-t-il, disent-ils, si les policiers, qui ont le droit de prendre des positions politiques, rencontrent un groupe d'une autre position politique que la leur ; un de ces groupes est armé par l'État.

Par contre, d'autres affirment que le policier de l'avenir doit être sensible à ce qui se passe (aux pressions ouvrières et politiques, par exemple) et que pour savoir agir dans une situation donnée, il faut connaître les circonstances politiques, économiques et sociales d'un pays, afin de savoir qui sont les protestataires et pourquoi ils protestent ? On insiste sur une meilleure éducation des policiers ; une meilleure éducation entraînerait probablement une politisation plus poussée. Mais est-ce que cela peut régler certains problèmes ?

La situation est différente selon les pays ; ainsi aux États-Unis, la politique semble avoir beaucoup d'influence. En effet, les forces policières sont des groupes politiques très actifs, ils prennent position ; les policiers américains ont exprimé des positions politiques très à droite. Ainsi certains problèmes peuvent se présenter, lorsque au cours de manifestations, ils rencontrent des groupes d'une autre position politique. Le policier peut se sentir impliqué dans la manifestation, dans le sens qu'il peut vouloir défendre sa propre position.

Sur le continent européen, la conception de la police est tout à fait différente, la police a une responsabilité de manœuvre.

En Grande-Bretagne, la police n'est pas toujours une organisation de droite. Les policiers ont un travail à faire et ils sont payés pour le faire ; les policiers ne veulent pas être un groupe « à part », différent des autres.

En France, la situation est également différente ; le recrutement est diversifié, les gardiens de la paix appartiennent à des syndicats plutôt socialistes, de gauche ; là comme en Angleterre, la police n'est pas nécessairement une force de droite.

3. Problème de la police face aux situations violentes

[Retour à la table des matières](#)

Le problème pour les policiers est le suivant : comment agir dans une situation donnée ? Les policiers sont en quelque sorte angoissés sur le terrain et personne ne peut leur donner de réponse. Les policiers n'ont pas de règle objective de conduite.

La plupart du temps, les manifestations sont d'abord pacifiques, puis la violence éclate. La police se trouve face au dilemme suivant : savoir quand la violence cesse d'être une protestation politique et commence à être du vandalisme ; lorsqu'elle interviendra, elle risque de provoquer des violences inutiles. D'autre part, la police est-elle violente lorsqu'elle agit dans des situations qui semblent s'envenimer, ou est-elle simplement la force publique chargée de faire respecter l'ordre et la paix ? Il est bien difficile de voir la différence entre force publique et violence.

Il est toutefois certain que l'attitude des forces du maintien de l'ordre a une grande importance ; certains manifestants, par exemple, prévoient utiliser la violence comme action contre la violence des forces policières.

Par ailleurs, les policiers se trouvent à un moment donné obligés d'appliquer des violences dont ils ne sont pas responsables : les mani-

festations sont caractérisées par la non-violence au départ ; pendant un certain temps, les policiers laissent les manifestants briser des vitres, lancer des cocktails molotov, etc. Puis les autorités craignant une escalade, ordonnent la cessation de la manifestation et c'est alors que la bagarre éclate.

Il est évident que les policiers sont soumis à l'autorité des gouvernants. Au début du phénomène « protestataire », peu de manifestations finissaient dans l'ordre et la paix. Parmi les causes de cette violence, on peut citer l'attitude même des forces policières (provocation, abus de force physique, etc.). Maintenant, les policiers sont plus habitués aux manifestations. Plusieurs protestations se sont déroulées dans la paix et ont fini dans la paix ; les forces policières ont même été louées pour leur rôle du maintien de l'ordre. Lorsque la violence éclate, il faut voir aussi la part de responsabilité que portent les autorités.

Par ailleurs, les groupes de protestation et la police ne sont jamais seuls face à face. Il y a un troisième acteur social : l'opinion publique ; la police n'est qu'une partie d'un tout parmi les groupes sociaux dominants.

Nous rappelons encore une fois le continuum d'attitudes sociales qui peut nous servir de référence. L'usage ou le non-usage de la violence dépend également de l'attitude de ces sous-groupes de l'opinion publique. Sur ce continuum, la police, comme groupe social particulier, occupe un point donné parmi les autres groupes sociaux. Sa position relative sur ce continuum ou, si on préfère, son image publique est un élément important de son action face aux groupes protestataires.

Ainsi, l'action de la police dépend de plusieurs facteurs des ordres reçus, de l'image qu'elle se fait des groupes protestataires et de l'image que se font les groupes protestataires.

4. Formation des policiers

[Retour à la table des matières](#)

Pour faire face au phénomène « manifestation » nouveau pour elle, la police a besoin d'une formation spéciale. D'une part, la culture de base du policier doit rejoindre celle de la société moderne : si la police était mieux formée, beaucoup de situations seraient plus saines. D'autre part, un effort doit être fait au niveau de l'enseignement pour traiter la violence : par exemple, stratégie du maintien de l'ordre, psychologie des foules. Certaines techniques ont été développées par les différentes forces de police.

5. Techniques pour prévenir la violence dans les manifestations

a) L'attitude des policiers impliqués est importante. En Grande-Bretagne par exemple, on souhaite que les policiers sympathisent un peu avec les manifestants.

b) Un mauvais équipement, comme trop d'équipement, peut aggraver une situation. Au Québec, on se souvient d'une manifestation lors de l'inauguration de la Place des Arts où des policiers à cheval ont chargé la foule de manifestants. La bagarre a alors éclaté,

De même en Angleterre, on a cessé d'utiliser des chiens policiers pour contrôler les manifestants après avoir constaté leur effet provocateur.

c) Puisque l'on connaît l'heure et le lieu des manifestations, une action préventive peut être entreprise. En général, il y a consultation préalable avec les leaders qui font part aux policiers de l'itinéraire et du lieu de rassemblement des manifestants.

En Angleterre, la police ne va pas sur le lieu de la manifestation même, car on considère qu'il faut éviter toute confrontation. Par ailleurs, les manifestants ont la plupart du temps leur propre service d'ordre.

d) Certaines lois malheureuses prohibaient les manifestations. Faut-il que cette nouvelle façon de s'exprimer soit réglementée ? Il doit y avoir le moins de règlement possible. Toutefois, on peut fixer des limites tout en favorisant la manifestation.

La manifestation est un moyen social et normal de s'exprimer. On reconnaît d'une part le droit fondamental à l'individu de manifester son opinion, mais aussi et d'autre part, le droit du public de dormir la nuit, de circuler dans la rue.

C. Recherches et études de la violence

[Retour à la table des matières](#)

Peu d'études ont été accomplies sur le phénomène de violence présenté dans ce texte. Les quelques études sérieuses furent réalisées aux États-Unis par les commissions d'enquête. De celles-ci pourtant, peu de changements ont découlé. Leur utilité, ou plutôt leur portée pratique, fut presque nulle et leurs recommandations restèrent lettre morte. Leur unique avantage fut, sur le plan académique, de fournir aux hommes des sciences sociales des éléments d'information précieux sur ce phénomène contemporain et d'orienter études et recherches vers de nouveaux intérêts.

Quelques orientations de recherche furent exprimées et nous les résumons ici. Il faut d'abord procéder à l'inventaire et à la description des diverses formes de violence collective ; c'est en effet la première base d'une étude comparative du phénomène, afin de pouvoir catégoriser par la suite ces formes de violence. Il faut à cet égard craindre les catégorisations précoces auxquelles on adapte nos observations. Une telle recherche devrait, en plus d'une simple description factuelle, pro-

céder de la méthode historique et retracer le cours des événements qui ont conduit à la confrontation violente.

Dans un cadre plus large, ce sont les groupes de protestation (non seulement violents) qu'il importe d'étudier et de circonscrire. Il faut les voir, dans une perspective statique (ce qu'ils sont), mais aussi dynamique (ce qu'ils furent) et connaître leur évolution.

D'autre part, il faut étudier comment la police est intégrée au système de contrôle social et peut être manipulée par le pouvoir politique dans une stratégie anticontestation.

Un dernier point de recherche que nous mentionnerons ici est l'avantage des attitudes profondes des groupes sociaux impliqués dans une contestation, à savoir : les contestataires, les policiers et l'opinion publique. Il est important de cerner ces attitudes et de les comparer entre elles, selon les diverses caractéristiques de ces acteurs sociaux.

D. Éléments de synthèse

[Retour à la table des matières](#)

Il apparaît important d'apporter plus d'éléments de recherche à ce problème de violence collective et à l'étude de l'organisation policière face à ce problème.

Divers points de vue, parfois divergents et parfois complémentaires, furent exprimés au cours de cette discussion. Un point a cependant semblé rallier les opinions : puisque la question de protestation-contestation est un phénomène politique, elle ne peut se résoudre que sur le plan politique. Le système de justice, notamment la police, ne traite que l'élément visible, n'apaise que l'état de crise sans jamais résoudre le problème politique qui en est la base.

Rappelons, en terminant cette monographie, les principaux éléments de synthèse que l'atelier du Mont-Gabriel a dégagé :

1. En tout premier lieu, il faut consacrer certains développements au concept de « violence ».

On notera qu'elle n'est pas l'apanage du groupe de protestation, puisqu'il existe, à côté de la violence manifeste, une violence invisible, donnée constante des rapports sociaux. On ne trouve d'ailleurs pas d'exemple de groupe de protestation qui ait délibérément été toujours violent au cours de son histoire. La violence se présente soit comme une passe momentanée, soit comme le terme d'une longue interaction. Et il serait faux de connoter de violent tout bouleversement, ou toute tentative, ou toute volonté de bouleversement d'un ordre établi.

Souvent, la connotation d'un groupe, ou d'une action, comme violents apparaît comme un simple mécanisme de stigmatisation pour mettre hors la loi des protestataires. En fin de compte, on est renvoyé de la violence à la légitimité dans une situation de changement.

2. Il convient donc de parler de « groupe de protestation » et non de groupe violent. On propose à ce niveau deux pistes complémentaires de recherche.

L'une concerne l'histoire de ces groupes et leur évolution, compte tenu des interrelations qu'ils entretiennent avec la société et le pouvoir. L'autre vise à en élaborer une typologie qui distingue les groupes à protestation-antagonisme des groupes à protestation-adhésion, sans oublier de subdiviser chaque type selon la force ou la faiblesse du groupe considéré.

3. Quant à la « police », elle apparaît comme un sous-système de contrôle social, généralement dénué d'autonomie et simple pièce d'un échiquier plus vaste.

Néanmoins, elle entretient, au niveau des rôles et attentes de rôles, une dialectique subtile de relations avec le pouvoir politique, la justice pénale et les groupes d'attitudes dans la société. Les types et les structures d'attitudes au sein de la police - notamment vis-à-vis des groupes de protestation -peuvent éventuellement présenter des différences significatives avec ceux que l'on rencontre dans ces groupes et dans l'ensemble de la société.

4. En fin de compte, on ne peut pas parler de « groupes violents et de police », ni même de « groupes de protestation, de violence et de police ». Il s'agit d'un schéma de relations beaucoup plus complexe, qui tient compte du caractère non autonome de la police et surtout de l'intervention comme tiers de l'opinion publique. Le schéma suivant peut permettre une visualisation adéquate :

Néanmoins, il n'y aurait aucun intérêt à étudier les opinions en elles-mêmes, à se contenter de récolter ainsi l'écume fluctuante et floue. Il faut se situer au niveau des représentations sociales que l'on atteint en enquêtant - par des modalités complexes - au niveau des images et en inférant ensuite des types et des structures d'attitudes. À ce moment, on peut saisir et comprendre les pôles solides de résistance qui organisent le champ de représentations.

Se situer à ce niveau permet de prévoir que : chaque type d'attitude possède une plus ou moins grande flexibilité de comportement dont on peut dessiner les limites, lesquelles passées, on assiste à un repli sur les attitudes profondes. Chaque type possède également une solidité plus ou moins grande, en liaison avec sa cohérence interne.

L'étude des types et structures d'attitudes doit se faire de manière différentielle - au niveau des différents acteurs en présence, les grou-

pes de protestation, la police comme sous-système de contrôle social et la société entière. On pourra s'inspirer, comme base de départ, de la typologie qui distingue

1) les conformistes a) moralistes, *b)* ritualistes, c) personnalistes 2) les non-conformistes a) réformistes, *b)* révolutionnaires.

Les mass media - s'ils influencent fortement les manifestations d'opinion et sont influencées par elles - n'ont qu'un pouvoir beaucoup plus faible pour créer ou modifier en profondeur les champs de représentation. Ceux-ci ne sont pas « naïfs », en effet, mais préorganisés. Il y a plutôt des phénomènes d'aggravation ou d'action dont les limites sont plus ou moins étendues, sauf pour les structures en conflit où une invasion brutale de nouvelles perceptions peut entraîner une réorganisation forcée du champ de représentation.

5. Outre les recherches qu'il suggère sur la violence comme procédé de stigmatisation, ses formes invisibles, ses rapports à la légitimité, ou encore sur l'histoire et la typologie des groupes de protestation, enfin et surtout sur l'étude comparée des attitudes profondes, l'atelier du Ment-Gabriel a formulé trois recommandations pratiques minimales : qu'une large tolérance favorise l'expression des manifestations de protestation sans les contenir dans des formes inadéquates ou dépassées afin d'éviter au moins certaines violences ; que la police respecte la propre règle du jeu officiel du système social auquel elle appartient en appliquant une stricte légalité, en recherchant la concertation sur le terrain avec tous les groupes sociaux en présence ; qu'on se défie de la centralisation bureaucratique qui accroît les phénomènes d'incompréhension et multiplie les occasions évitables de violence.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE ET DES POMPIERS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (1971) : *la Maîtrise des foules : le point de vue du policier* (inédit).

BANTON, M. (1964) : *The Policeman in the Community*, Londres, Tavistock.

BAYLEY, D.H. et H. MENDELSON (1968) : *Minorities and the Police Confrontation in America*, New York, Free Press.

BRIGGS, A. (1959) : *The Making of Modern England, 1783-1867*, New York, Harper.

CAMARA, H. (1970) : *Spirale de violence*, Paris, Desclée.

CRITCHLEY, T.A. (1967) : *A History of Police in England and Wales, 1900-1966*, Londres, Constable.

ENDLEMAN, S. (1968) : *Violence in the Streets*, Chicago, Quadrangle.

ÉTATS-UNIS (1967) : Commission présidentielle sur l'application de la loi et l'administration de la justice. (President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice : (1967), Washington, U.S. Government Printing Office.)

ÉTATS-UNIS (1968) : *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders (Kerner Report)*, 2 vol., Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office.

ÉTATS-UNIS (1969) : *Report of the National Commission on the Causes and Prevention of Violence (Eisenhower Report)*, 14 vol., Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office.

FOGELSON, R.M., (1968) : « From Resentment to Confrontation : The Police, the Negroes and the Outbreak of the Nineteen-sixties Riots », *Political Science Quarterly*, 83 (2) : pp. 220-230.

FRIEDMAN, L. (éd.) (1970) *Southern Justice*, New York, Pantheon.

GRAHAM, H.D. (éd.) (1971) *Violence*, Baltimore, Johns Hopkins Press.

HALEVY, E. (1961) : *The Liberal Awakening, 1815-1830*, New York, Barnes and Noble.

KUTCHINSKY, B. (1971) : *la Perception de la déviance : recherches empiriques*, Strasbourg, Conseil de l'Europe (ronéo).

LAFAVE, W.R. (1965) : *The Decision to Take a Suspect into Custody*, Chicago, ABF Press.

LANE, R. (1967) : *Policing the City : Boston, 1822-1885*, Cambridge, Harvard University Press.

LEE, W.L. (1905) : *A History of Police in England*, Londres, Methuen.

McCLINTOCK, F.H. (1963) : *Crimes of Violence*, Londres, Macmillan.

MOSCOVICI, S. (1961) : *la Psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses Universitaires de France.

NORMANDEAU, A., Ph. ROBERT et A. SAUVY (1971) : « Protestation de groupe, violence et système de justice criminelle », in : *Actes du 3e Symposium international de criminologie comparée*,

Montréal, Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

NEW YORK TIMES (1968) : « Vietnam War and the Public Reactions in England », *New York Times*, 29 octobre 1968.

PACKER, H.L. (1968) : *The Limits of the Criminal Sanction*, Palo Alto, Sanford Press.

PLAIT, A. (1971) : *The Politics of Riot Commissions*, New York, Macmillan.

PRESIDENT'S COMMISSION ON CAMPUS UNREST (1970) : Report, Washington, U.S. Government Printing Office.

REISS, A.J. (1971) : *The Police and the Public*, New Haven, Yale University Press.

REITH, C. (1938) : *The Police Idea : Its History and Evolution in England*, Londres, Oxford University Press.

REITH, C. (1956) : *A New Study of Police History*, Londres, Oliver and Boyd.

RICHARDSON, J.F. (1970) : *The New York Police : Colonial Time to 1901*, New York University Press.

ROBERT, Ph. (1972) : *la Sociologie entre la criminologie du passage à l'acte et la criminologie de la réaction sociale*, Paris, Service d'études pénales et criminologiques (ronéo).

ROBERT, Ph. et C. FAUGERON (1971) : *l'Image du système de justice criminelle*, Paris, Service d'études pénales et criminologiques (ronéo).

ROIG, C. (1970-1971) : « La théorie générale des systèmes et ses perspectives de développement dans les sciences sociales », *Revue française de sociologie*, 11-13 : pp. 47-87.

SATURDAY EVENING POST (1968) : « Congrès des chefs de police des municipalités », *Saturday Evening Post*, 16 novembre 1968.

SAUVY, A. (1970) : *la Violence des jeunes*, Paris, Calmann-Levy.

SHORT, J.F. et M.E. WOLFGANG (éd.) (1972) : *Collective Violence*, Chicago, Aldine-Atherton.

SINGER, B.D., R.W. OSBORN et J.A. GESCHWENDER (1970) : *Black Rioters : Sociological and Communications Factors in the Detroit Riots of 1969*, Lexington, Heath.

SKOLNICK, J. (1966) *Justice without Trial*, New York, John Wiley.

SKOLNICK, J. (1969) *The Politics of Protest*, New York, Praeger.

STARK, R. (1971) : *Police Riots : Collective Violence and Law Enforcement*, San Francisco, Wadsworth.

STOETZEL, Jean (1943) : *Théories des opinions*, Paris, Alcan.

THOMPSON, E.P. (1966) : *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage.

TOBIAS, T.J. (1967) : *Crime and Industrial Society in the 19th Century*, New York, Schocken.

TOCQUEVILLE, A. de (1863) : *la Démocratie en Amérique*, Paris, Calmann-Levy.

VICTOR, S. (1970) : *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, Maspero.

VIGNOLA, H.P. (1971) : « Phénomène de la contestation étudiante au Québec », *Revue canadienne de criminologie*, 13 (1) : pp. 79-90.

WASHINGTON POST (1969) : « Compte rendu des débats de la Conférence internationale des Associations de police », *Washington Post*, 15 décembre 1969.

WESTLEY, W.A. (1970) : *Violence and the Police : A Sociological Study of Law, Custom and Morality*, Cambridge (Mass.), M.I.T. Press.

WILSON, J.Q. (1968) : *Varieties of Police Behaviour*, Cambridge, Harvard University Press.

WOLFGANG, M.E. et F. FERRACUTI (1967) : *The Subculture of Violence*, Londres, Tavistock.

Fin du texte